

activité

**Iddri**  
**Rapport d'activités**  
**Annual Report**  
**2006**



1	<b>L'année 2006</b> <b>The year 2006</b>
7	<b>Les cinq thèmes</b> <b>Five focal areas</b>
8	<b>Gouvernance mondiale</b> <b>Global governance</b>
11	<b>Libéralisation du commerce</b> <b>Trade liberalization</b>
14	<b>Entreprises et biens publics</b> <b>Private sector and public goods</b>
17	<b>Changement climatique</b> <b>Climate change</b>
22	<b>Ressources naturelles</b> <b>Natural resources</b>
25	<b>Activités transversales</b> <b>Cross-cutting activities</b>
26	<b>Iddri en bref</b> <b>IDDRi at a glance</b>
32	<b>Sigles et acronymes</b> <b>Acronyms</b>

Coordination/Coordination : Corinne Cohen  
Traduction/Translation : Anna Kiff  
Conception graphique / Layout : Alain Chevallier

Diffusion/Distribution : Iddri  
6, rue du Général Clergerie – 75016 Paris – [iddri@iddri.org](mailto:iddri@iddri.org)  
© Iddri, 2007

# 2006

● Le réchauffement climatique et l'énergie ont dominé l'année 2006 du développement durable. Ils ont également constitué un volet majeur de l'activité de l'Iddri.

## **Autour du climat et de l'énergie**

Du côté de la réalité du risque climatique, une nouvelle étape a été franchie dans la prise de conscience collective, favorisée par une population et des relais d'opinion de plus en plus attentifs aux répercussions possibles du réchauffement sur l'activité économique et sur la vie quotidienne. En témoigne l'ampleur de la mobilisation autour du rapport de Sir Nicholas Stern. L'Iddri a reçu l'économiste dans une grande mobilisation médiatique début 2007 à Paris pour présenter son rapport final, après l'avoir accueilli dans un cadre scientifique début 2006 pour une discussion de sa mission à mi-parcours.

La question du réchauffement climatique couvre une diversité de facettes et rassemble des acteurs d'origines et de disciplines scientifiques variées. L'Iddri intervient plus particulièrement sur les modalités et les coûts de mise en œuvre des politiques climatiques et sur les enjeux et les contraintes de la coordination internationale. L'objectif est d'identifier comment répondre à la fois aux préoccupations environnementales et aux impératifs d'efficacité économique, dans un contexte où les règles ne sont pas les mêmes pour tous les acteurs. Les réflexions portent notamment sur des instruments de coordination régionale ou globale adaptés aux secteurs économiques et aux modes de développement. C'est le sens du programme de recherche sur les scénarios à l'horizon 2050 mené en partenariat avec plusieurs groupes industriels. C'est également en lien étroit avec les industriels que l'Iddri a lancé une étude sur l'interprétation des scénarios de réchauffement proposés par le GIEC et sur l'impact de ces scénarios par secteur d'activités et par grande région du monde.

Si l'Iddri a poursuivi et développé ses travaux sur les répercussions économiques et industrielles des politiques climatiques dans les pays industrialisés, il s'implique également sur les enjeux Nord-Sud de la question, en cherchant à mieux comprendre les liens entre climat, énergie et développement. Contrairement aux pays industrialisés, la Chine et les pays émergents doivent décider de l'essentiel de leurs investissements dans un futur proche et leur choix en matière d'aménagement, de transports ou d'infrastructures peut les installer sur des trajectoires de développement différentes du modèle dominant dans les pays développés. C'est ce qui justifie les efforts visant à élargir le champ d'application des mécanismes de coopération internationale au-delà des seuls pays industrialisés, en particulier aux pays émergents comme la Chine, l'Inde ou le Brésil, au risque sinon de priver à terme cette coopération d'une large partie de son efficacité et de sa légitimité. ■■■

---

## 2006

Global warming and energy dominated the sustainable development agenda in 2006. They also constituted a major part of IDDRI's work.

### **About the climate and energy**

In terms of the reality of climate risk, a new step has been taken towards raising general awareness, spurred on by a population and by opinion formers that are increasingly attentive to the potential impact of global warming on economic activity and everyday life. This is reflected in the scale of the mobilization around Sir Nicholas Stern's report. IDDRI welcomed the economist to Paris in early 2007, amid strong media attention, for the presentation of his final report, after receiving him within a scientific framework in early 2006 for a mid-term discussion of his findings. ●●●

■■■ L'objectif de l'Iddri est d'alimenter le dialogue entre pays industrialisés, l'Union européenne notamment, et grands pays émergents, pour que se construise une approche commune de l'action collective nécessaire. Déterminant pour l'après-2012 et stratégique pour l'Europe, ce dialogue passe par une multitude de canaux et de réseaux, indispensables pour accompagner les initiatives plus diplomatiques. Les activités menées avec des partenaires chinois et indiens s'inscrivent dans cette perspective. Elles devront être élargies, répliquées et relayées pour créer une dynamique nationale et une impulsion européenne.

**L'évolution des modèles de développement : un enjeu central pour la planète.**

Dans la discussion sur l'ampleur du risque climatique, le lien avec les politiques de l'énergie est déterminant. De ce point de vue, 2006 a confirmé la prise de conscience des mutations que devrait entraîner « l'après-pétrole ». Rompant avec une période de plus de vingt-cinq ans de baisse, la tendance à l'augmentation des prix du pétrole et du gaz replace l'énergie au centre de la scène économique et politique. La sécurité énergétique, dans sa double acception de sécurité de l'accès et de sécurité face à la volatilité des prix, est au cœur des débats. La hausse des prix des énergies fossiles commence à modifier les perceptions dans les pays gros consommateurs d'énergie. Aux États-Unis, les positions ont sensiblement évolué et les initiatives se sont multipliées. Lors de son discours sur l'état de l'Union, le président Bush a reconnu la gravité de la dépendance pétrolière américaine et, implicitement, les impasses du modèle actuel. C'est également la sécurité énergétique qui a conduit le gouvernement chinois à réviser sa stratégie de croissance et à fixer des objectifs d'efficacité énergétique ambitieux (réduction de 20 % de la consommation d'énergie par point de PIB) pour le XI<sup>e</sup> plan (2006/2010).

L'évolution des modèles de développement représente un enjeu considérable pour la planète. La question est de savoir si les pays émergents vont entrer dans une transition énergétique plus rapidement que les pays qui les ont précédés. C'est pour explorer les liens entre climat, énergie et développement que l'Iddri et l'Agence française de développement (AFD) ont choisi de faire de ce thème le dossier central de *Regards*

sur la Terre 2007, premier opus d'une publication annuelle éditée par les Presses de Sciences Po.

La conception et la réalisation de *Regards sur la Terre* constituent désormais un investissement intellectuel et un actif important pour l'Iddri. L'objectif est d'apporter à un public plus large un éclairage argumenté et pédagogique des enjeux internationaux du développement durable. L'annuel privilégie une analyse à la fois critique, scientifique et documentée des événements de l'année et également des débats qui animent les négociations internationales, chaque année sur un thème particulier.

**Une régulation bouleversée par les pays émergents**

Ces dernières années, la gouvernance mondiale a connu des changements profonds, en raison notamment du rôle fondamental qu'y jouent les pays émergents. L'Iddri a fait de cette question un axe transversal de ses activités.

Les mutations sont liées en premier lieu à l'impact de la croissance de ces pays sur les flux économiques et financiers mondiaux : pression sur les ressources naturelles, renouvelables et non renouvelables ; modification des flux financiers Nord-Sud et évolution du rôle des institutions financières internationales, etc. À la demande du ministère des affaires étrangères, l'Iddri analyse en particulier l'impact de ces changements ■■■

●●● Global warming covers a broad range of issues and brings together stakeholders from varied origins and scientific disciplines. IDDRI specifically focuses on the methods and costs involved in implementing climate policies and on the challenges and constraints for international coordination. The aim is to identify how to respond to both environmental concerns and to the demands of economic efficiency, in a context in which the rules are not the same for all stakeholders. Issues explored particularly include instruments for regional or global coordination that are adapted to economic sectors and patterns of development. This is the purpose of the research program on scenarios for 2050, conducted in partnership with several industrial groups. IDDRI has also worked in close cooperation with industries to launch a study on the interpretation of the global warming scenarios proposed by the IPCC and on the impact of these scenarios ●●●

■■■ sur les politiques d'aide au développement. Les premiers résultats confirment l'ampleur et le rythme des perturbations qui prennent corps, et notamment la réduction progressive du rôle des politiques d'aide au développement dans la régulation des relations Nord-Sud.

Les évolutions ne se limitent pas aux seuls effets directs et indirects de la croissance de ces pays sur les ressources mondiales, aussi majeurs soient-ils. Elles traduisent des préoccupations dont les fondements peuvent être culturels et politiques et qui méritent d'être mieux appréhendés et analysés. Les nouveaux acteurs déstabilisent le système multilatéral issu de l'après-guerre, mais ils y insufflent également des dynamiques nouvelles. Par exemple, il est intéressant de confronter la position traditionnelle d'un pays comme le Brésil sur les ressources naturelles – fermement opposé à toute forme d'ingérence dans sa politique forestière – et son intérêt pour la « déforestation évitée », un mécanisme international visant à financer les émissions de CO<sub>2</sub> évitées en réduisant la déforestation.

L'absence d'un consensus minimal – y compris au sein des pays développés – sur les modalités de réforme du système de coordination internationale confirme le constat de crise. Le besoin d'actions coordonnées devenant de plus en plus urgent en raison de la montée des interdépendances, d'autres formes de régulation se mettent

en place, comme l'élaboration par les acteurs privés de leurs propres normes et procédures de certification. Cela modifie les modalités de régulation des relations entre les parties prenantes, ce qui est de nature à aggraver les tensions Nord-Sud. L'Iddri est impliqué dans une recherche afin d'approfondir cette question.

La crise que traverse le système de gouvernance interétatique du développement durable imprègne l'ensemble des thèmes suivis par l'Iddri et influence les questions instruites. Cette crise ne peut que susciter des interrogations profondes. S'agissant particulièrement de la France, son engagement en faveur de la création d'une Onue lui confère une responsabilité au moins implicite dans l'amélioration de la gouvernance internationale de l'environnement. À l'échelle européenne, l'enjeu est de taille. Au cours des vingt dernières années en effet, l'UE a été l'élément moteur des nouveaux accords mondiaux. Pariant sur l'effet d'entraînement et d'exemplarité, elle a aussi pris des initiatives d'application strictement européenne, par exemple sur le changement climatique ou encore sur les produits chimiques avec le règlement REACH. Toutefois, depuis quelques années, cet activisme fait face à une montée des critiques, y compris au sein de la Commission ■■■

**De nouvelles formes de régulation privées se mettent en place.**

●●● by sector of activity and by major region of the world.

IDDRi has pursued and developed its work on the economic and industrial repercussions of climate policies in industrialized countries. It also examines the North-South challenges involved in the issue, by attempting to better understand the links between climate, energy and development. Contrary to industrialized countries, China and emerging countries are presently making decisions concerning the bulk of their investment, and their choices in terms of planning, transportation and infrastructure may set them on development paths that differ from the dominant model in developed countries. This is the justification for efforts to extend the field of application for international cooperation mechanisms beyond industrialized countries alone, especially towards emerging countries such as China, India and Brazil, to avoid the risk of depriving this coop-

eration of a significant part of its efficiency and legitimacy in the long term.

IDDRi's goal is to sustain the dialogue between industrialized countries, especially the European Union, and major emerging countries, in order to build a common approach to the collective action needed. Decisive for the post-2012 period and strategic for Europe, this dialogue travels through a multitude of channels and networks, which are vital in accompanying more diplomatic initiatives. The activities conducted with Chinese and Indian partners fall within this framework. They should be extended, reproduced and disseminated in order to create a national strategy and European momentum.

In the discussion on the magnitude of climate risk, the connection with energy policies is decisive. ●●●

**The evolution of development models: a major challenge for the planet.**

■■■ européenne. L'Europe confirmera-t-elle ou infirmera-t-elle son rôle actif dans la dynamique multilatérale de régulation du développement durable ? La réponse influencera la gouvernance mondiale des prochaines années.

### Une année charnière pour l'Iddri

Pour l'Iddri, 2006 a été marqué à la fois par la mise en œuvre des orientations stratégiques 2006-2008 et par l'amorce de nouveaux partenariats au service d'une nouvelle ambition.

Destinées à structurer ses activités, les orientations stratégiques se traduisent par une hiérarchisation des priorités thématiques. Une attention particulière a été également portée aux moyens de répondre au déficit de notoriété et de visibilité de l'Iddri. Ceci s'est traduit par une politique événementielle plus active, et aussi par une refonte de la politique de publication, des documents de présentation et du site Internet, [www.iddri.org](http://www.iddri.org).

Par ailleurs, la Fondation a connu sa première année de fonctionnement effectif. Le suivi et l'animation du projet de recherche sur les scénarios à long terme

### Le rôle du débat intellectuel dans la gouvernance mondiale est désormais reconnu.

sous contrainte climatique ont constitué un volet important des activités

de l'Iddri. Ce projet montre le continuum entre les activités de l'association et celles de la Fondation. Il souligne aussi comment cette dernière complète et élargit l'éventail des rôles qu'assume l'Iddri, de l'identification de sujets à approfondir à la valorisation et à la mise en débat.

Les efforts déployés pour accroître l'impact de l'Iddri et sa visibilité, même s'ils seront poursuivis et renforcés, ne pallient pas le problème de taille critique auquel l'institut reste confronté. Ce constat a motivé plusieurs initiatives récentes, qui visent deux objectifs complémentaires : développer les moyens d'action et nouer des partenariats stratégiques.

Donner une nouvelle dimension à l'Iddri implique en premier lieu de redéfinir son mode de financement, dans un contexte de lente érosion de ses ressources publiques, et donc de reconsidérer ses relations financières avec l'État et avec les entreprises. L'Iddri assurant pour l'essentiel une mission d'intérêt général, un appui régulier et significatif de l'État s'avère incontournable ; les besoins d'une mission de type *think tank* excèdent largement les financements que peut

mobiliser le secteur privé dans le contexte français actuel. L'expérience montre que celui-ci peut mieux s'exprimer en participant à des programmes de travail liés, plus ou moins directement, à ses activités – des programmes qui alimentent et complètent la mission générale de l'Iddri.

La nécessité de donner une nouvelle dimension à l'Iddri s'accompagne de l'urgence de nouer de nouveaux partenariats stratégiques, axés sur la recherche d'efficacité et de visibilité.

Au-delà des relations que développe l'Iddri dans ses programmes thématiques, un rapprochement a été amorcé avec Sciences Po. En 2006, des activités ont été menées avec cet établissement, notamment avec la chaire Développement durable, soulignant les synergies et la complémentarité des réseaux internationaux mobilisés. ■■■

●●● In this respect, 2006 confirmed the increasing awareness of the changes the "post-oil period" should bring about. Breaking away from an episode of over 25 years of price drops, the tendency towards the increase in oil and gas prices has put energy back at the centre of the economic and political scene. Energy security, with its dual meaning of security of access and security in the face of price volatility, is at the heart of the debate. The rise in fossil fuel prices is beginning to change perceptions in major energy-consuming countries. In the United States, positions have changed considerably and initiatives have flourished. During his State of the Union address, President Bush acknowledged the gravity of American oil dependency and, implicitly, the current model's deadlocks. It was also energy security that led the Chinese government to revise its growth strategy and to set ambitious energy efficiency goals (a 20% reduction in energy consumption per unit of GDP) for the 11<sup>th</sup> plan (2006/2010).

The evolution of development models represents a major challenge for the planet. The question is whether or not emerging countries will enter an energy transition more rapidly than the countries that preceded them. It was in order to explore the links between climate, energy and development that IDDRI and AFD chose to make this topic the central element of *Regards sur la Terre 2007*, the first edition of an annual publication edited by Les Presses de Sciences Po.

The design and production of *Regards sur la Terre* now constitutes considerable intellectual ●●●

■ ■ ■ Si ce rapprochement se confirme, l'Iddri bénéficierait de la dynamique scientifique des réseaux académiques et de la visibilité de Sciences Po, tout en conservant son identité, sa gouvernance et sa spécificité. Des partenariats sont aussi envisagés pour contribuer à structurer, en France, une capacité indépendante d'analyse et d'animation intellectuelle sur le développement et les politiques de coopération et la gouvernance des biens publics mondiaux, avec le soutien de l'AFD.

Ces projets sont favorablement accueillis par les pouvoirs publics et par les partenaires pressentis. Le rôle que jouent la diplomatie d'influence et le débat intellectuel dans la gouvernance mondiale est désormais reconnu. Comme sont admises la spécificité des compétences, l'ampleur des moyens d'action, la professionnalisation qu'exige

ce type de fonctions. S'ils se confirment, ces projets seront progressivement mis en œuvre dans les prochains mois et marqueront une étape importante pour l'Iddri.

L'année 2007 sera donc une année clé : cinq ans après sa création, l'Iddri s'est installé dans le paysage français et international et doit maintenant développer ses capacités de réflexion et d'action à l'échelle des enjeux des prochaines années. L'agenda sera chargé : accélération tous azimuts des négociations et des actions sur le climat, présidence française au second semestre 2008, reprise du débat sur la gouvernance de l'environnement après la conférence de Paris et, il faut l'espérer, nouvelle dynamique d'intégration des politiques environnementales dans les politiques publiques françaises et européennes. ●

● ● ● investment and assets for IDDRI. The aim is to provide a broader public with a scientific-based and educational insight into the international challenges for sustainable development. The annual provides a critical, scientific and documented analysis of the year's events and also of the debates animating international negotiations, exploring a specific theme every year.

### Regulation disrupted by emerging countries

These very last years, global governance underwent some dramatic changes, especially due to the now crucial role played by emerging countries. IDDRI has made this issue a cross-cutting theme throughout its activities.

These changes are primarily linked to the impact of growth in these countries on global economic and financial flows: pressure on renewable and non-renewable natural resources; modifications in North-South financial flows and changes in the role of international financial institutions, etc. At the request of the French Ministry of Foreign Affairs, IDDRI specifically analyzes the impact of these changes on development assistance policies. The initial findings confirm the scope and pace of the disruptions taking shape, especially the progressive reduction in the role of development assistance policies in the regulation of North-South relations.

These changes are not limited to the direct and indirect effects of growth in these countries on global resources, however major they may be. They also reflect concerns whose basis may be cultural

or political, and which merit better understanding and analysis. The new stakeholders are destabilizing the multilateral system originating in the post-war period, but are also pumping new energy into it. For example, it is interesting to compare the traditional position of a country such as Brazil on natural resources – strongly opposed to any form of interference in its forest policy – and its interest in “avoided deforestation”, an international mechanism aimed at financing CO<sub>2</sub> emissions avoided by reducing deforestation.

The lack of minimal agreement – including among developed countries – on the means of reforming the international coordination system confirms the crisis observed. The need for coordinated action is becoming increasingly urgent due to the rise in interdependencies, and other forms of regulation are therefore being set up, such as the development by private stakeholders of their own standards and certification procedures. This modifies the methods for regulating the relations between stakeholders, which is liable to increase North-South tension. IDDRI is involved in research in order to go deeper into this issue.

The crisis affecting the system of inter-governmental sustainable development governance filters through all of the topics followed by IDDRI and influences the issues explored. This crisis can only raise important questions. Its commitment to the creation of a UNEO gives France at least implicit responsibility in the improvement of international envi- ● ● ●

New forms of private regulation are set up.

●●● Environmental governance. At the European level, the stakes are high. Indeed, over the last 20 years, the EU has been the driving force behind new global agreements. Betting on the follow-on and exemplary effect, it has also taken initiatives with a strictly European scope, for example on climate change or on chemical products with the REACH regulation. However, for several years this activism has been facing increasing criticism, even within the European Commission. Will Europe confirm or invalidate its active role in the multilateral approach to sustainable development regulation? The answer to this question will influence global governance in the coming years.

### A pivotal year for IDDRI

For IDDRI, 2006 was marked by both the implementation of the 2006-2008 strategic guidelines and the instigation of new partnerships, working towards a new ambition.

Aimed at structuring its activities, the strategic guidelines set the thematic priorities within a hierarchy. Special attention was also given to ways in which IDDRI's lack of recognition and visibility could be remedied. This has resulted in a more active events policy and also in a revision of the publications policy, the presentation documents and the web site, [www.iddri.org](http://www.iddri.org).

Furthermore, the Foundation saw its first year of effective operation. The monitoring and organization of the research program on long-term climate

The role played by intellectual debate in global governance is now acknowledged.

scenarios were an important element of IDDRI's work. This project demonstrates the continuum between the activities of the association and those of the Foundation. It also highlights how the latter supplements and extends the range of roles played by IDDRI, from identifying subjects to explore, to outreach and debate.

The efforts undertaken to increase IDDRI's impact and visibility, even if they are to be pursued and consolidated, do not solve the problem of critical size still facing the institute. This observation has motivated several recent initiatives, which are aimed at two complementary objectives: developing the means of action and forming strategic partnerships.

Giving IDDRI a new dimension implies first redefining its mode of financing, in a context of the slow erosion of its public resources, and therefore reconsidering its financial relations with the State and

with companies. Given that IDDRI essentially plays a general interest role, the regular and considerable support of the State seems essential; the needs of a think tank-type initiative far exceed the funding that the private sector can mobilize in the current French context. Experience shows that the private sector can better express itself by taking part in work programs linked, with varying degrees of directness, to its activities – programs that sustain and supplement IDDRI's overall work.

The need to give IDDRI a new dimension goes hand in hand with the urgency of forming new strategic partnerships, based on the quest for efficiency and visibility.

In addition to the relationships that IDDRI develops within its thematic programs, partnership has been initiated with Sciences Po. In 2006, different activities were carried out in collaboration with this establishment, especially with the Chaire Développement Durable, highlighting the synergies and the complementarity of the international networks mobilized. Should this partnership take shape, IDDRI would benefit from the scientific strength of the academic networks and the visibility of Sciences Po, while conserving its identity, its governance and its specificity.

Partnerships are also in the pipeline in France to contribute to structuring an independent capacity for analysis and intellectual organization on development, cooperation policies and the governance of global public goods, with the support of AFD.

These projects are welcomed by the public authorities and by prospective partners. The role played by influential diplomacy and intellectual debate in global governance is now acknowledged, as are the specificity of skills, the scope of means of action and the professionalization required by these kinds of functions. If they crystallize, these partnerships will be progressively implemented over the coming months and will mark an important step for IDDRI.

The year 2007 will therefore be pivotal: five years after its creation, IDDRI has established itself in the French and international landscape and must now develop its capacities for debate and action in proportion to the challenges of the coming years. The agenda will be full: the wide-ranging acceleration of climate negotiations and action, the French EU presidency in the second half of 2008, the revival of the debate on environmental governance after the Paris conference and, it is to be hoped, new impetus for the integration of environmental policies in French and European public policy. ●



Les  
thèmes  
focal areas



# Gouvernance mondiale

**L**es principales institutions et instances sur lesquelles s'appuie la gouvernance mondiale font face à diverses pressions et formes de remise en cause. À la fronde latente des États-Unis contre l'approche multilatérale et le système de l'après-guerre autour des Nations unies s'ajoutent les mutations profondes du système économique mondial et des dynamiques de croissance et d'échanges. Si la négociation progresse sur le changement climatique, elle est au point mort sur la libéralisation du commerce, ainsi que sur les thèmes emblématiques que sont la protection des forêts et les ressources marines. L'Iddri

**Si la négociation progresse sur le changement climatique, elle est au point mort sur la libéralisation du commerce, la protection des forêts et les ressources marines.**

a choisi d'éclairer plus particulièrement certaines facettes de cette situation de crise – ou de transition – du système de gouvernance mondiale du développement durable.

En premier lieu, il s'intéresse au rôle croissant des pays émergents et à la remise en cause du système que cela occasionne. En quoi ces pays contribuent-ils à déstabiliser le système actuel ou à le faire évoluer ? L'Iddri apporte des éléments de compréhension dans ses champs de compétences (ressources naturelles, climat et énergie, commerce, aide, etc.). Il a tout d'abord recensé les connaissances et les travaux en cours, en France et à l'étranger et organisera une première rencontre internationale pour confronter les points de vue, en juillet 2007 à Paris. Il a aussi conduit un travail plus spécifique à la demande du ministère des Affaires étrangères pour mieux comprendre l'impact des pays émergents sur les

politiques d'aide au développement et sur le système multilatéral de l'aide. À cet égard, l'Iddri a continué d'appuyer l'initiative lancée en 2005 afin de valoriser les travaux européens sur l'aide. Avec l'Overseas Development Institute et le German Development Institute, deux autres *think tanks* européens, et la Commission européenne, il fait partie d'un groupe de travail appelé à proposer un plan d'action pour l'élaboration d'un rapport sur le développement, fondé sur les recherches européennes sur l'aide. Il s'agit là d'une dimension nouvelle du travail de l'Iddri, qui le conduit à envisager des partenariats ■■■

---

## Global governance

**T**he principal institutions and bodies upon which global governance is built are facing different pressures and doubts. Added to the United States' latent rebellion against the multilateral approach and the post-war system based on the United Nations are profound changes in the global economic system and the dynamics of growth and trade. Although negotiations are making headway on climate change, they are at a standstill on trade liberalization and the emblematic issues of the protection of forests and marine resources. IDDRI has chosen specifically to provide insights into certain facets of this crisis – or transition – affecting the global governance of sustainable development.

First, it examines the growing role of emerging countries and the challenge to the system that this creates. How do these countries contribute to the destabilization or the evolution of the current system? IDDRI provides elements of understanding in its fields of competence (natural resources, climate and energy, trade, aid, etc.). It began by taking stock of knowledge and research underway in France and abroad, and will organize a first international meeting to compare points of view in July 2007 ●●●

■■■ avec les communautés scientifiques impliquées sur les politiques de développement.

En matière de gouvernance internationale de l'environnement, l'Iddri a continué de suivre le développement de l'initiative diplomatique visant à créer une organisation des Nations unies pour l'environnement. Il a lancé un programme sur le domaine spécifique qu'est la gouvernance de la haute mer. En concertation avec les acteurs français impliqués, l'Iddri a confié à une équipe universitaire une étude sur l'état de l'art de la question et des enjeux. Cette étude confirme la complexité de la situation juridique et institutionnelle et les difficultés auxquelles se heurte la proposition européenne d'élaborer un accord international sur la biodiversité marine. L'absence de consensus sur les pistes d'action contraste avec la prise de conscience de l'ampleur des menaces qui

pèsent sur la biodiversité en haute mer et avec la totale inadéquation du dispositif actuel. L'Iddri prolongera la réflexion sur les pistes à privilégier dans les négociations régionales ou multilatérales, en impliquant des acteurs internationaux, politiques, économiques et scientifiques.

Enfin, l'Iddri a engagé un travail sur les nouvelles formes de gouvernance qu'induit le recours croissant aux normes privées, notamment dans le secteur des forêts. Comment s'élaborent les normes ? Sont-elles légitimes et acceptées ? Quelle est leur efficacité pour régler les questions collectives ? Après avoir recensé connaissances et partenaires, en France et à l'étranger, l'Iddri, en partenariat avec le Cirad, a élaboré un programme de recherche, qui a obtenu ses premiers financements. ●

●●● in Paris. It has also conducted more specific research at the request of the French Ministry of foreign affairs (MAE) to better understand the impact of emerging countries on development assistance policies and on the multilateral aid system. In this respect, IDDRI has continued to support the initiative launched in 2005 to promote European work on aid. With Overseas Development Institute and German Development Institute, two other European think tanks, and the European Commission, it is part of a working group called upon to propose an action plan for a report on development, based on European research on aid. This is a new dimension to IDDRI's work, which leads it to envisage partnerships on development policies with the scientific communities involved.

As regards international environmental governance, IDDRI has continued to follow the development of the diplomatic initiative aimed at creating a UNEO. It has launched a program on the specific area of high seas governance. In consultation with the French actors concerned, IDDRI has tasked a team of academics with a study of the state of the art of this issue and its challenges. This study confirms the complexity of the legal and institutional situation and the difficulties standing in the way of the European proposal to draw up an interna-

tional agreement on marine biodiversity. The lack of agreement on possibilities for action contrasts with the increasing awareness of the scope of the threat weighing on high seas biodiversity and with the total inadequacy of the current system. IDDRI will continue the debate on the options to explore in regional or multilateral negotiations, by involving international, political, economic and scientific stakeholders.

Finally, IDDRI has launched research on the new forms of governance brought about by the increasing use of private standards, particularly in the forest sector. How are these standards set? Are they legitimate and accepted? How efficient are they in dealing with collective issues? Having assessed knowledge and partners in France and abroad, IDDRI, in partnership with CIRAD, has drawn up a research program, which has obtained its first sources of funding. ●

Although negotiations are making headway on climate change, they are at a standstill on trade liberalization, forests and marine resources.

## SÉMINAIRES RÉGULIERS

REGULAR SEMINARS

### APD et interdépendances

Organisé à Paris par l'Iddri à l'initiative du MAE (DGCID).

Organized in Paris by IDDRI, on the initiative of the MAE (DGCID).

- **Development, containment and reterritorialisation**

26 janvier/January. Avec/With Mark Duffield (Lancaster University, RU/UK).

### Pays émergents et APD

Organisé à Paris par l'Iddri à l'initiative du MAE (DGCID).

Organized in Paris by IDDRI, on the initiative of the MAE (DGCID).

- **Les pays émergents et la gouvernance mondiale**

25 septembre/September. Avec/With Laurence Tubiana.

- **Migration et développement : le cas de la Chine**

16 octobre/October. Avec/With Biao Xiang (Compas, RU/UK).

- **La responsabilité sociale et environnementale dans les pays émergents**

7 novembre/November. Avec/With Joël Ruet (Cerna, LSE).

- **Travail, salaire et développement**

21 novembre/November. Avec/With Rolf Van der Hoeven (OIT), Ajit Singh (Cambridge University, RU/UK).

- **La problématique énergétique dans les pays émergents**

29 novembre/November. Avec/With Bertrand Château (Enerdata).

## CONFÉRENCES ET ATELIERS

CONFERENCES AND WORKSHOPS

### Analyse, prévention et gestion des conflits : quels outils pour quelles politiques ?

Montpellier, 27-28 mars. Session du séminaire « Politiques publiques » du Cirad, organisée par l'Iddri.

Montpellier, 27-28 March. Session of the CIRAD "Public policies" seminar, organized by IDDRI.

### Migration et développement

Paris, 29-30 mars. Atelier européen de haut niveau organisé par le MAE et l'Iddri.

Paris, 29-30 March. High-level European workshop organized by the MAE and IDDRI.

### La politique américaine de l'environnement

Paris, 16 mai. Conférence organisée par l'Iddri.

Paris, 16 May. Conference organized by IDDRI. Avec/With Stephen L. Johnson (EPA, États-Unis/USA).

### Biodiversity in European development cooperation

Paris, 19-21 septembre. Conférence organisée par l'UICN et IISD.

Paris, 19-21 September. Conference organized by IUCN and IISD.

Laurence Tubiana, présidente de la session / chair of the session *The way forward*.

## AUTRES ACTIVITÉS

OTHER ACTIVITIES

### Gouvernance marine

Préparation et suivi de l'étude sur la gouvernance de la biodiversité marine au-delà des zones de juridiction.

Preparation and monitoring of the study on the governance of marine biodiversity beyond areas of jurisdiction.

### Réguler par les normes

Préparation du projet de recherche *Les dispositifs de normalisation dans la gouvernance du développement durable*, soumis au programme Agriculture et développement durable de l'ANR, et accepté.

Preparation of the research project submitted to the ANR Agriculture and Sustainable Development program, and accepted.

## PUBLICATIONS, MÉDIAS

PUBLICATIONS, MEDIA

- *Interdépendances et aide publique au développement*. Actes du séminaire / Proceedings of the seminar DGCID-Iddri 2005-2006. MAE, Coopération internationale et développement, série Partenariats, 276 p.

- *Équité et développement humain*, Emmanuelle Bouquet. Iddri, Analyses n° 01/2006, 36 p.

- *Equity and Human Development*, Emmanuelle Bouquet. Iddri, Analyses n° 02/2006, 36 p.

- *Le Millennium Challenge Account : une nouvelle conception de l'aide publique au développement ?*, Benoit Daviron, Thierry Giordano. Iddri, Analyses n° 04/2006, 45 p.

- *Migrations internationales et développement : un tournant ?*, Thierry Giordano, Flore Gubert. Iddri, Synthèses n° 02/2006, 4 p.

- *International migration and development: A watershed?*, Thierry Giordano, Flore Gubert. Iddri, Synthèses n° 03/2006, 4 p.

- *What motivates us to care for the (distant) future?*, Dieter Birnbacher. Iddri, Idées pour le débat n° 04/2006, 27 p.

- *Aide morale et stratégique*, Thierry Giordano. *Courrier de la planète* n° 80, avril-juin/April-June 2006, p. 54-56.

- *Migrations : des solutions illusives*, Laurence Tubiana, Thierry Giordano. *Les Échos*, 15 septembre/September 2006.

# Libéralisation du commerce

**L**a libéralisation du commerce international et le développement durable sont affichés comme des objectifs prioritaires dans plusieurs engagements internationaux, dont ceux contractés par les pays membres de l'Organisation mondiale du commerce. Sont-ils pour autant compatibles ? Les difficultés du « cycle du développement » inauguré à Doha en 2001 posent la question.

Parce que c'est à l'aune des impacts du commerce sur le développement durable que la légitimité du système multilatéral est mesurée, connaître les conséquences de la libéralisation sur le développement durable est une priorité. Priorité politique, en particulier pour l'Union européenne qui place le développement durable comme un des objectifs globaux assignés à ses politiques, dont les politiques commerciales. Priorité scientifique ensuite, car si des travaux de recherche ont étudié le lien entre ouverture commerciale et développement durable, les connaissances restent trop controversées pour légitimer une réforme des politiques commerciales.

L'Iddri coordonne et produit des recherches originales selon trois axes : l'impact du commerce sur le développement durable ; les préférences collectives ; les changements induits par le poids croissant des pays émergents.

Premier axe, quel bilan dresser des études d'impact du commerce sur le développement durable ? Il ressort des travaux conduits que les résultats de ces études répondent mal aux besoins des négociateurs. Ce constat renforce la légitimité et l'originalité de l'approche de l'Iddri :

introduire de l'économie politique dans les études d'impact, et du développement durable dans l'économie politique de la libéralisation, en soulevant la question suivante : parmi les motifs poussant un négociateur à protéger certains secteurs, lesquels sont dus à un impact éventuel sur le développement durable, et quels autres s'expliquent par le jeu des lobbies, selon l'approche traditionnelle de l'économie politique de l'échange ? Une application de ces résultats à un exercice réel – la fin des négociations du cycle de Doha – fera l'objet de l'étape suivante. ■■■

**Introduire de l'économie politique dans les études d'impact, et du développement durable dans l'économie politique de la libéralisation.**

---

## Trade liberalization

**I**nternational trade liberalization and sustainable development are stated as priority objectives in several international agreements, including those entered into by the World Trade Organization's member countries when joining the WTO. But does this make them compatible? The difficulties encountered by the "development round" inaugurated in Doha in 2001 raise this question.

Given that the legitimacy of the multilateral system is measured according to the impact of trade on sustainable development, understanding the consequences of liberalization for sustainable development is a priority. A political priority, especially for the European Union, which sets sustainable development as one of the global objectives assigned to its policies, including trade policies. But also a scientific priority, since although research conducted has examined the link between trade opening and sustainable development, knowledge remains ●●●

■■■ Deuxième axe, comment concilier les préférences d'une société avec les priorités internationales ? Les travaux portent sur la formalisation économique des « préférences collectives » des pays membres de l'OMC en matière de développement durable et les implications de celles-ci sur les règles et disciplines de l'organisation. S'appuyant sur l'analyse de Pascal Lamy, l'Iddri a précisé la définition de ce concept et a examiné dans quelle mesure il était pris en compte dans les règles de l'OMC. Il s'agit maintenant de proposer des règles pour l'appliquer aux questions morales et environnementales. Un projet financé par le Parlement européen devrait permettre de poursuivre les recherches.

Le poids croissant des pays émergents modifie l'impact de l'ouverture commerciale et l'organisation des négociations à l'OMC. L'étude de ces modifications fait l'objet du troisième axe. À partir des conséquences environnementales de l'augmentation des importations chinoises de coton, l'Iddri abordera la question plus générale des effets de la croissance des pays émergents sur le développement durable des autres pays. ●

●●● too controversial to streamline the reforms of trade policies.

IDDRI coordinates and conducts original research in three focal areas: the impact of trade on sustainable development; collective preferences; and the changes brought about by emerging countries.

First focal area: how effective are trade sustainability impact assessments (SIA)? It is clear from research carried out that the results of these assessments fail to meet negotiators' needs. This observation consolidates the legitimacy and originality of the approach adopted by IDDRI: introducing political economy into impact assessments, and sustainable development into the political economy of liberalization, by raising the following question: among the motives leading a negotiator to protect certain sectors, which ones are due to a potential impact on sustainable development, and which are explained by pressure from lobbies, according to the traditional approach to the political economy of trade? The application of these results to an actual exercise – the end of the Doha Round negotiations – will be the object of the following stage.

Second area: how can society's preferences be reconciled with international priorities? Research focuses on the economic formalization of the "collective preferences" of WTO member countries in terms of sustainable development and its implications for

Introducing political economy into impact assessments, and sustainable development into the political economy of liberalization.

WTO rules and disciplines. Based on Pascal Lamy's analysis, IDDRI has clarified the definition of this concept and examined the extent to which it is integrated into WTO rules. It seems now necessary to

propose rules for applying it to moral and environmental questions. A European Parliament funded project should allow this research to continue.

The growing importance of emerging countries changes the impact of trade opening and the organization of WTO negotiations. The third area deals with the analysis of these changes. Starting from the environmental consequences of the increase in Chinese cotton imports, IDDRI will examine the broader issue of the effects of growth in emerging countries on the sustainable development of other countries. ●

## ACTIVITÉS

### ACTIVITIES

#### Trade SIA Stocktaking Conference

Bruxelles (Belgique), 21-22 mars. Conférence organisée par la Commission européenne, DG Commerce.

Brussels (Belgium), 21-22 March. Conference organized by the European Commission, DG Trade.

Présentations de / Presentations by Laurence Tubiana, *Linking Trade SIAs to trade negotiations: The tortoise chasing the hare?*; Tancrede Voituriez, *Assessing the links between trade, environment and policies*.

#### Trade-induced changes in economic inequalities

Tokyo (Japon), 29 mai. Atelier organisé par l'Iddri dans le cadre de la conférence annuelle ABCDE de la Banque mondiale.

Tokyo (Japan), 29 May. ABCDE World Bank Annual Conference. Workshop organized by IDDRI.

Communication de / Paper by Sylvain Chabé-Ferret, Julien Gourdon, Mohamed Ali Marouani, Tancrede Voituriez, *Trade-induced changes in economic inequalities: Assessment issues and policy implications for developing countries*.

#### Impacts environnementaux de l'accroissement des importations chinoises de coton

Pékin (Chine), 3-4 juillet. Réunion de lancement de l'étude confiée à l'Iddri. Organisée par le CCICED.

Beijing (China), 3-4 July. Kick-off meeting for the study commissioned to IDDRI. Organized by CCICED.

#### SIAMethod

● Londres, 12 septembre. Réunion finale du consortium SIAMethod, coordonné par l'Iddri, pour conduire le projet européen d'étude de l'impact de la libéralisation du commerce sur le développement durable.

London, 12 September. Final meeting of the SIAMETHOD consortium, coordinated by IDDRI, aimed at implementing the European project assessing the impact of trade liberalization on sustainable development.

● Décembre. Remise électronique du rapport final à la Commission européenne (DG Recherche) du projet SIAMethod, coordonné par l'Iddri.

December 2006. Electronic submission to the European Commission (DG Research) of the SIAMETHOD project final report, coordinated by IDDRI.

## PUBLICATIONS

### PUBLICATIONS

● *Trade-induced changes in economic inequalities: Methodological issues and policy implications for developing countries*, Sylvain Chabé-Ferre, Julien Gourdon, Mohamed Ali Marouani, Tancrede Voituriez. Soumis à / Sent for review to World Bank Research Observer.

● *L'OMC après Hongkong : soyons égoïstes, soyez généreux*, Tancrede Voituriez. Iddri, Idées pour le débat n° 01/2006. 4 p.

● *Making trade sustainable impact assessment more relevant to trade negotiations*, Tancrede Voituriez, Paul Ekins, Hernan Blanco, Ingmar Von Homeyer, Dirk Scheer. Impact Assessment and Project Appraisal Journal 24(4): 335-342.

# Entreprises et biens publics

Qu'elles produisent des biens publics ou qu'elles causent des dommages à l'environnement et à la santé, les entreprises jouent un rôle clé dans le développement durable. Dès sa création, l'Iddri s'est donc intéressé à ces acteurs, même si leurs activités ne font pas l'objet de négociations internationales. En 2006, il a prolongé ses travaux sur l'accès aux services essentiels et sur la régulation du secteur de la chimie.

Dans les pays industrialisés, la fourniture des services collectifs (santé, éducation, eau, assainissement, déchets, énergie, transport) s'est imposée comme une des tâches que les pouvoirs publics se devaient d'assurer – elle a été l'un des moteurs de la construction des États modernes. La prise en considération de cette question par les Nations unies, les objectifs du

**Au cours des deux prochaines décennies, deux milliards de personnes vont s'installer dans les villes des pays en développement et devront accéder aux services de base : un défi.**

Millénaire pour le développement (2000), ou encore le Sommet mondial pour le développement durable (2002), en font désormais un engagement collectif international.

Au cours des deux prochaines décennies, deux milliards de personnes vont s'installer dans les villes des pays en développement et devront accéder aux services de base. Le défi est d'autant plus grand que les obstacles sont multiples – technologiques, financiers, institutionnels, juridiques – et que la fourniture de ces services est liée à d'autres politiques : urbanisation, foncier, logement, etc.

Le séminaire « Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement », animé par l'Iddri et le Centre d'économie industrielle de l'École des mines de Paris, a traité des relations entre les composantes de la politique de la ville dans plusieurs pays en développement. L'accès au transport dans les villes pauvres et les interactions entre transport et urbanisme ont aussi été abordés. Les actes seront publiés prochainement. Des pistes de recherche sont à l'étude pour prolonger les travaux.

Parmi les industries dont les impacts sur la santé et l'environnement peuvent être négatifs, l'Iddri a privilégié la chimie, dont la ■■■■

## Private sector and public goods

Whether they produce public goods or are harmful to health and the environment, companies play a key role in sustainable development. Since its creation, IDDRI has therefore taken an interest in these stakeholders, even if their activities are not the subject of international negotiations. In 2006, it extended its work on access to basic services and the regulation of the chemicals sector.

In industrialized countries, the provision of collective services (health, education, water, sanitation, waste, energy and transport) has established itself as one of the activities devolved to the public authorities – it has provided an engine for the construction of modern States. The ●●●

**The chemicals sector has to produce safer substances, and States must control a globalized trade.**



■ ■ ■ production et les échanges sont mondialisés. Ce secteur doit relever le défi de produire des substances moins dommageables, ce qui nécessite de repenser la conception des produits et d'améliorer les modes de production. De leur côté, les États doivent trouver des solutions efficaces pour encadrer un commerce largement mondialisé.

L'Union européenne a récemment adopté un règlement couvrant l'ensemble des substances chimiques produites, commercialisées ou importées en son sein. Ce règlement, REACH (Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals), fait porter sur les entreprises la charge et la responsabilité de la fourniture des données sur les dangers et les risques des substances chimiques.

Plusieurs questions sont ouvertes à l'échelle internationale. Quel effet d'entraînement aura REACH ? Comment créer les conditions d'une

validation de l'expertise sur les dangers et les risques des substances chimiques ? Comment assurer l'effectivité des conventions internationales sur les polluants organiques persistants (Stockholm, Rotterdam), en y adjoignant les métaux, et de celle sur les déchets dangereux (Bâle) ? ●

**Le secteur de la chimie doit produire des substances moins dommageables, et les États encadrer un commerce mondialisé.**

● ● ● UN's concern for this issue, the Millennium Development Goals (2000) and the World Summit on Sustainable Development (2002) now make it a collective international commitment.

Over the next 20 years, two billion people will settle in cities in developing countries and will require access to basic services. This challenge is all the greater given the numerous obstacles – technological, financial, institutional and legal – and the fact that the provision of these services is linked to other policies: urbanization, land tenure, housing, etc.

The seminar "Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement", organized by IDDRI and the CERNA, examined the relations between the components of urban policy in several developing countries. Access to transport in poor cities and interaction between transport and urban planning were also addressed. The proceedings will be published shortly. Ideas for research are being studied in order to extend work.

Among the industries that have a potentially negative impact on health and the environment, IDDRI has focused on chemicals, whose production and trade are globalized. This sector has to meet the challenge of producing safer substances, which

implies rethinking product design and improving production methods. States, on the other hand, must find effective solutions in order to control a largely globalized trade.

The European Union recently adopted a regulation covering all chemical substances produced, sold and imported within its borders. This regulation, REACH (Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals), makes companies responsible for providing data on the hazards and risks associated to chemical substances.

Several questions are open at the international level. What domino effect will REACH have? How can the conditions be created for the validation of expertise on the hazards and risks of chemical substances? How can the effectiveness of international conventions on persistent organic pollutants be guaranteed (Stockholm, Rotterdam), including heavy metals, and the convention on hazardous wastes (Basel)? ●

**Over the next 20 years, two billion people will settle in cities in developing countries and will require access to basic services: a challenge.**

## SÉMINAIRE RÉGULIER

REGULAR SEMINAR

### Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement

Organisé à Paris par l'Iddri et le Cerna. Organized in Paris by IDDRI and the CERNA.

- **Modes d'intervention des acteurs privés dans la desserte en eau des quartiers pauvres**

10 janvier/January. Avec/With Alain Mathys (Suez).

- **Habitat précaire et accès aux services essentiels : le cas de Casablanca**

3 mars/March. Avec/With Martine Villars (Lydec), Françoise Navez-Bouchanine.

- **Politiques publiques urbaines et mécanismes sur les marchés fonciers et immobiliers**

31 mars/March. Avec/With Vincent Renard & Alain Durand-Lasserve (CNRS).

- **La politique du logement et de rénovation urbaine en Tunisie – Quelles conséquences sur l'accès aux services urbains ?**

19 mai/May. Avec/With Morched Chabbi (consultant), Nils Devernois (AFD).

- **L'accès à la ville pour tous les groupes sociaux : quels systèmes de mobilité et de transport dans les villes en développement ?**

28 juin/June. Avec/With Xavier Godard (Inrets), Chantal Barbieux (Systra).

- **Soutenabilité environnementale des villes émergentes : le couple « transport-usage des sols »**

30 novembre/November. Avec/With Benoit Lefèvre (Cerna).

## CONFÉRENCE ET INTERVENTIONS

CONFERENCE AND INTERVENTIONS

### Science et société

Cachan, 23 février. Conférence organisée par l'ENS Cachan. Cachan, 23 February. Conference organized by ENS Cachan.

Intervention de / Paper presented by Claire Weill, *Science et précaution, une association délicate*.

### Transversales 2006-2007

Créteil, 4 octobre. Conférence organisée par le Centre scientifique et technologique de Saint-Denis (IUFM de Créteil).

Créteil, 4 October. Conference organized by the Centre scientifique et technologique de Saint-Denis (Créteil IUFM).

Intervention de / Paper presented by Claire Weill, *Science et précaution*.

### Risques des nanotechnologies

Paris, 17 octobre. Débat (« Dispute de l'UTLS ») organisé par l'Université de tous les savoirs.

Paris, 17 October. Debate (UTLS Dispute) organized by the Université de tous les savoirs.

Intervention de / Paper presented by Claire Weill, *Les risques des nanotechnologies*.

### SAICM: A tool for the sound management of chemicals

Paris, 2 novembre. Conférence organisée par l'Iddri. Paris, 2 November. Conference organized by IDDRI.

Avec/With Viveka Bohn, ancienne ambassadrice de la Suède pour l'environnement / former Swedish Environmental Ambassador.

## Helping the invisible hand

Paris, 14-15 décembre. Conférence organisée en l'honneur de Claude Henry par l'École polytechnique, la chaire Développement durable École polytechnique-EDF, ADRES, EDF, Alliance, l'Iddri.

Paris, 14-15 December. Conference organized in honor of Claude Henry by École polytechnique, Chaire Développement Durable École Polytechnique-EDF, ADRES, EDF, Alliance, IDDRI.

## PUBLICATIONS, MÉDIAS

PUBLICATIONS, MEDIA

- *REACH : l'Europe montre l'exemple*, Claire Weill. Iddri, Synthèses n° 04/2006, 4 p.

- *Partenariats public-privé mondiaux pour la santé – L'émergence d'une gouvernance transnationale des problèmes de santé des pays en développement ?*, Maramé Ndour. Iddri, Idées pour le débat n° 04/2006, 38 p.

- *L'accès à l'eau et à l'électricité dans les pays en développement – Comment penser la demande ?* Sarah Botton. Iddri, Idées pour le débat n° 09/2006, 125 p.

- *Initiatives des entreprises à visée environnementale, sanitaire ou sociale*, Thierry Hommel, Iddri, Idées pour le débat, n° 16/2006, 29 p.

- *Vous avez dit nano ? Qu'est-ce que nano ?*, Claire Weill. Transversales, Lettre d'information n° 12, janvier 2006.

- *Nanotechnologies biomédicales : un éclairage critique*, Philippe Aigrain, Claire Weill. Transversales, Lettre d'information n° 12, janvier 2006.

# Changement climatique

**L**es risques du changement climatique préoccupent de plus en plus dirigeants et citoyens. Les progrès des sciences du climat ont permis aux auteurs du quatrième rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) d'affirmer que le réchauffement climatique est avéré, et qu'il y a plus de neuf chances sur dix que l'essentiel de l'accroissement de température depuis les années 1950 soit dû aux activités humaines. La reconnaissance du problème, de sa gravité, comme de la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter le changement climatique font désormais consensus.

Répondre au défi du changement climatique impose des transformations économiques profondes, tel l'abandon du modèle de développement fondé sur une énergie fossile abondante et bon marché. À moyen terme, l'enjeu est de « décarboner » les économies développées et d'aider les pays en développement à s'engager sur des chemins de croissance moins intensifs en carbone. C'est l'objectif adopté par la France d'une division par 4 de ses émissions de GES à l'horizon 2050, et de stratégies similaires de l'Union européenne et de certains États membres. Dans cette perspective, l'Iddri a lancé, avec des partenaires industriels, les chercheurs du Cired, du Lepii et de Enerdata, et avec l'appui financier de la Fondation, une recherche analysant les scénarios de « décarbonation » de l'économie mondiale. Cette étude combine modélisations macroéconomique et sectorielle pour identifier les implications industrielles d'une contrainte carbone. L'objectif est triple : imaginer les évolutions nécessaires pour décarboner l'économie ; examiner les mesures d'accompagnement pour réussir la transition ; identifier les opportunités économiques pour engager les secteurs émetteurs (industrie, habitat, transports...) sur des trajectoires vertueuses.

Étudier les enjeux d'une telle transition est essentiel alors que l'UE renforce sa politique cli-

matique, en particulier pour mieux comprendre l'articulation des objectifs de long terme avec les contraintes de court terme. Le lancement du marché européen de permis d'émissions a non seulement été un succès en Europe, mais aussi un point d'appui vital pour les négociations climatiques internationales, en créant le moteur du développement du marché mondial du carbone.

Si elle se prolongeait, cette action unilatérale européenne trouverait néanmoins ses limites : effets secondaires négatifs pour le climat (« fuites de carbone »), jeu du moins-disant, défense des intérêts nationaux, etc. À terme, la position de l'UE est fragile car ses entreprises accepteraient difficilement des surcoûts auxquels leurs concurrents échapperaient durablement. ■■■

**L'enjeu est de « décarboner » les économies développées et d'aider les pays en développement à s'engager sur des chemins de croissance moins intensifs en carbone.**

---

## Climate change

**T**he risks of climate change are causing increasing concern among leaders and citizens alike. Progress made in climate science has enabled the authors of the fourth IPCC report to assert that climate change is real, and that there is a greater than 90% chance that most of the temperature increase since the 1950s is mostly due to human activities. There is general agreement about the problem, its gravity and the need to cut greenhouse gas (GHG) emissions in order to limit climate change.

Meeting the climate change challenge requires profound economic changes, such as abandoning the model of development based on abundant, cheap fossil fuels. In the medium term, the task at hand involves “decarbonizing” developed economies and helping developing countries to pursue less carbon-intensive growth paths. France ●●●

■■■ L'Iddri s'est engagé dans le débat sur la réforme des politiques européennes. D'une part, il étudie comment mieux intégrer les politiques (climat et sécurité énergétique, compétitivité industrielle, dérégulation du marché de l'énergie, etc.). D'autre part, il lie cette réflexion avec celle sur l'avenir du régime climatique international. Ce travail débouche notamment sur un Dialogue européen de haut niveau sur les politiques climatiques et énergétiques, qui se déroulera en 2007 et 2008.

Les discussions internationales sur le changement climatique se sont ouvertes à la question de l'énergie et à celle du mode de développement. L'objectif est de stimuler et de financer les investissements nécessaires pour développer des économies faiblement émettrices de CO<sub>2</sub>. Plusieurs secteurs sont concernés : énergie, transports, bâtiment et surtout infrastructures, qui conditionnent les émissions futures. Cette problématique est explorée dans la publication collective *Bringing developing countries into the energy equation*, la traduction d'une sélection d'articles de *Regards sur la Terre 2007*. Elle fait aussi l'objet d'un programme de travail sur l'efficacité énergétique dans la construction en Chine, un secteur révélateur des enjeux de maîtrise de l'énergie dans un pays en forte croissance économique. En évaluant mieux les marges de manœuvre des pays émergents pour modifier leur trajectoire énergétique, ces travaux débouchent sur des pistes permettant d'impliquer les pays en développement dans l'effort climatique international. C'est ce que visait la conférence internationale « Climat et développement », co-organisée par l'Iddri en septembre, qui était axée sur la nécessité d'intégrer le risque climatique dans les stratégies de développement.

En 2006, les changements politiques aux États-Unis et l'évolution des positions de la Chine et du Brésil dans les négociations ont créé une opportunité de renforcer l'effort international de lutte contre le changement climatique après 2012. Le futur régime climatique sera probablement différent du modèle adopté à Kyoto. Des innovations seront nécessaires (nouveaux mécanismes d'engagement des pays, accords sectoriels ou partiels, mécanismes de financement innovants...), notamment pour faciliter l'adhésion des pays émergents. L'Iddri analyse les dimensions juridiques, institutionnelles et financières des différentes options, et cherche à créer des espaces de dialogue entre communautés françaises et étrangères.

Les changements climatiques des trente prochaines années seront pour l'essentiel déterminés par les émissions passées. De nombreuses régions en subiront les impacts et devront s'y adapter. Il est donc urgent de prévoir des mesures d'adaptation pour les régions économiquement vulnérables. La Conférence de Nairobi (COP12) a souligné le besoin de compléter les efforts de prévention par des politiques d'adaptation aux changements climatiques et de réduction de la vulnérabilité. L'Iddri a investi ce thème en lançant des travaux sur la vulnérabilité climatique des pays en développement à partir d'un programme de recherche européen sur le Bassin méditerranéen. En complément, il a mobilisé la Fondation pour étudier la vulnérabilité au changement climatique des activités et des infrastructures industrielles à partir des scénarios de changement climatique du quatrième rapport du GIEC. ●

●●● has set the target of reducing its GHG emissions by 75% by 2050, and the European Union and certain member States have adopted similar strategies. In this perspective, IDDRI, in collaboration with industrial partners, CIRED, LEPII and Enerdata researchers, and with the financial support of the Foundation, has launched a research program analyzing scenarios for the "decarbonization" of the global economy. This study combines macroeconomic and sectoral modeling to identify the industrial implications of a carbon constraint. The project aims at three objectives: visualizing the transformations needed in order to decarbonize the economy; examining the accompanying measures to successfully manage this transition; and identifying the economic opportunities for setting the emitting sectors (industry, housing, transport, etc.) on the right path.

Studying the implications of such a transition is essential at a time when the EU is consolidating its climate policy, especially in order to better understand the coordination between long-term goals and short-term constraints. The launch of the European emissions trading market has not only been a success for Europe, but also a vital contribution to the international climate negotiations, by pulling and fuelling the development of the world carbon market. If it were to continue, this European unilateral and voluntary action would nevertheless reach its limits: negative side effects for the climate ("carbon leakage"), protection of national interests ●●●

●●● leading to low carbon constraints, etc. In the long term, the EU's position is fragile, as its companies will hardly accept extra costs that their competitors will durably continue to avoid. IDDRI joined the debate to contribute to the reform of European policies. First, it examines how to better integrate policies (climate and energy security, industrial competitiveness, deregulating the energy market, etc.). Second, it links this assessment to that of the future of the international climate regime. This work is leading to a high-level European dialogue on climate and energy challenges, which will take place in 2007 and 2008.

International discussions on climate change have opened up to the issues of energy and development models. The aim is to stimulate and finance the investment needed to develop low CO<sub>2</sub>-emitting economies. Several sectors are concerned: energy, transport, buildings and especially infrastructure, which condition future emissions pathways. This issue is explored in the joint publication *Bringing Developing Countries into the Energy Equation*, the translation of a selection of articles from *Regards sur la Terre 2007*. It is also the subject of a work program on energy efficiency in the building sector in China, that reveals the challenges for energy conservation in a country experiencing high economic growth. By better assessing emerging countries' opportunities for modifying their energy trajectory, this research puts forward ideas for involving developing countries in the international climate effort. This was the ambition of the international conference, "Climate and Development", co-organized by IDDRI in September, which focused on the need to include climate risk in development strategies.

In 2006, political changes in the United States and evolutions in the positions of China and Brazil in negotiations created an opportunity to consolidate international action to combat climate change after 2012. The future climate regime is likely to be different from the one adopted in Kyoto. Innovations will be needed (new commitment mechanisms for countries, sectoral or partial agreements, innovative financing mechanisms, etc.), especially in order to make it easier for emerging countries to commit. IDDRI analyzes the legal, institutional and financial dimensions of the different options, and attempts to create forums for debate between French and foreign communities.

Climate change for over the next 30 years will essentially be determined by past emissions. Many regions will experience climate impacts and will be forced to adapt. It is therefore urgent to plan adaptation measures for economically vulnerable regions. The Nairobi Conference (COP12) stressed the need to supplement mitigation efforts with climate change adaptation and vulnerability reduction policies. IDDRI has tackled this theme by launching research programs on climate vulnerability in developing countries, starting with a European funded project on the Mediterranean basin. Additionally, it has mobilized the Foundation to study the vulnerability of industrial activities and infrastructure to climate change according to the climate change scenarios of the fourth IPCC report. ●

Meeting the climate change challenge requires profound economic changes.

## CONFÉRENCES ET ATELIERS

CONFERENCES AND WORKSHOPS

### Efficacité énergétique : regards sur l'expérience américaine

Paris, 2 février. Conférence organisée par l'ambassade des États-Unis d'Amérique à Paris et la French-American Foundation.

Paris, 2 February. Conference organized by the US Embassy in Paris and the French-American Foundation.

Avec/With Jim McCarthy (Library of Congress, CRS, États-Unis/USA), Michel Colombier.

### Sustainable fossil fuels: The unusual suspects in the quest for clean and enduring energy

Paris, 2 mars. Conférence organisée par l'Iddri et le Cired. Paris, 2 March. Conference organized by IDDRI and CIREC. Avec/With Mark Jaccard (Simon Fraser University, Vancouver, Canada).

### Autour de la Stern Review

Paris, 9 mars. Atelier organisé par l'Iddri. Paris, 9 March. Workshop organized by IDDRI. Avec/With Sir Nicholas Stern (Trésor, RU / HM Treasury, UK).

### Vers une représentation des économies sous contrainte carbone : enjeux structurels, industriels et technologiques

Paris, 4 avril. Atelier organisé par EPE et l'Iddri. Paris, 4 April. Workshop organized by EPE and IDDRI.

### Future actions dialogue and CDM dialogue meeting

Paris, 19-22 avril. Dialogue informel entre experts et négociateurs de la Convention Climat, organisé par le CCAP, en collaboration avec la MIES et l'Iddri.

Paris, 19-22 April. Informal dialogue between experts and climate negotiators, organized by CCAP together with the MIES and IDDRI.

### Europe as a pathfinder for the global transition to sustainable development

Paris, 11 mai. Atelier organisé par l'Iddri et E3G. Paris, 11 May. Workshop organized by IDDRI and E3G. Avec/With John Ashton & Nick Mabey (E3G).

### Les choix de la Chine pour un développement durable : énergie, équilibres sociaux, environnement

Paris, 22 juin. Conférence organisée par l'Iddri. Paris, 22 June. Conference organized by IDDRI. Avec/With Hervé Machenaud (EDF).

### Rôle des enchères dans le système européen de quotas d'émissions échangeables

Paris, 19 septembre. Atelier organisé par l'Iddri avec EPE. Paris, 19 September. Workshop organized by IDDRI together with EPE. Avec/With Michel Mougeot (université de / University of Franche-Comté).

### Integrated development and climate policies: How to realize benefits at national and international level?

Paris, 20-22 septembre. Conférence internationale organisée par la MNP (Pays-Bas), l'UNEP Risø (Danemark), l'université de Wageningen (Pays-Bas), l'université du Cap (Afrique du Sud), l'IGES (Japon) et l'Iddri.

Paris, 20-22 September. International conference organized by MNP (The Netherlands), UNEP Risø (Denmark),

Wageningen University (The Netherlands), Cape Town University (South Africa), IGES (Japan) and IDDRI.

### Effectivité du Protocole de Kyoto sur les GES : rôle des mécanismes de contrôle et de réaction au non-respect

Paris, 29 septembre. Conférence internationale organisée par le Ceric, en collaboration avec l'Iddri et en partenariat avec la chaire Développement durable de Sciences Po.

Paris, 29 September. International conference organized by CERIC, with IDDRI and the Chaire Développement durable de Sciences Po.

Intervention de / Paper presented by Jean-Michel Salles (CNRS) & Michel Colombier, *Engagements, contrôles, sanctions dans les négociations climatiques : quelle analyse économique ?*

### Énergie et changement climatique

Paris, 26 octobre. Débat organisé par les Presses de Sciences Po, l'AFD et l'Iddri, à l'occasion de la présentation de l'ouvrage *Regards sur la Terre 2007*.

Paris, 26 October. Debate organized by Presses de Sciences Po, AFD and IDDRI, on the occasion of the presentation of the annual *Regards sur la Terre 2007*.

Avec/With Pierre Jacquet (AFD), Laurence Tubiana, et plusieurs auteurs / and various authors.

### Sectoral approaches for GHG mitigation in the power sector

Rome (Italie), 30-31 octobre. Séminaire international organisé par l'IEA et ENEL.

Rome (Italy), 30-31 October. International seminar organized by IEA, ENEL.

Intervention de / Paper presented by Michel Colombier, *Sectoral approaches: Institutional issues*.

### Pays en développement et changements climatiques

Nairobi (Kenya), 16 novembre. Atelier organisé par l'AFD, le FFEM et l'Iddri.

Nairobi (Kenya), 16 November. Workshop organized by AFD, FFEM, IDDRI.

Présentation de / Presentation of *Bringing developing countries into the energy equation* (Iddri, Analyses n°03/2006) par/by Hubert Kieken.

### Convergences et divergences entre Al Gore et Nicholas Stern : l'intensité du souci climatique

Paris, 28 novembre. Conférence organisée par l'Iddri. Paris, 28 November. Conference organized by IDDRI.

Avec/With Claude Henry (président du conseil scientifique de l'Iddri / President of IDDRI's scientific council).

### Actualité des négociations sur le climat

Paris, 8 décembre. Conférence organisée par l'Iddri. Paris, 8 December. Conference organized by IDDRI.

Avec/With Michael Zammit Cutajar, président du groupe de travail spécial des nouveaux engagements du protocole de Kyoto / Chair of the ad hoc working group on further commitments under the Kyoto Protocol.

### Énergie, environnement et développement : opportunités pour réduire la pauvreté

Bangalore (Inde), 4-16 décembre. Conférence internationale organisée par TERI (Inde), l'Institut Veolia Environnement et l'Iddri.

Bangalore (India), 4-16 December. International conference organized by TERI (India), Institut Veolia Environment and IDDRI.

## INTERVENTIONS

### INTERVENTIONS

### Strategic aspects of the 2006 EU ETS Review

Bruxelles (Belgique), 5 avril. Deuxième séminaire de la plate-forme européenne sur le climat (ECP).

Brussels (Belgium), 5 April. Second ECP Seminar.

Intervention de / Paper presented by Michel Colombier & Hubert Kieken, *Issues for an emerging global carbon market*.

## Bilan du protocole de Kyoto – Une comparaison Canada-Europe

Montréal (Canada), 28 avril. Conférence organisée par le Cedrie.

Montreal (Canada), 28 April. Conference organized by CEDRIE.

Intervention de / Paper presented by Hubert Kieken, *Le marché européen de quotas de CO<sub>2</sub> – Premier bilan et enjeux pour le futur*.

## Future international climate policy

São Paulo (Brésil), 6-9 août. Cinquième réunion du réseau Basic.

São Paulo (Brazil), 6-9 August. Fifth meeting of BASIC Network.

Participation de/of Carine Barbier.

## Droits d'émission, droits de polluer ?

Paris, 18 octobre. Débat (« Dispute de l'UTLS ») organisé par l'Université de tous les savoirs.

Paris, 18 October. Debate organized by the Université de tous les savoirs.

Avec/With Laurence Tubiana, Yann Moulier-Boutang.

## The initial experience with the EU ETS and the prospects for a global climate change strategy after 2012

Florence (Italie), 20 octobre. Atelier organisé par la Florence School of Regulation.

Florence (Italy). 20 October. Workshop organized by the Florence School of Regulation.

Intervention de / Paper presented by Michel Colombier, *Achieving global cooperation: how to involve developing countries*.

## Politique climatique : analyse des scénarios belges à l'horizon 2020

Bruxelles (Belgique), 24 octobre. Table ronde organisée par le ministère fédéral de l'environnement (Belgique).

Brussels (Belgium), 24 October. Round table organized by the Federal Ministry of the Environment (Belgium).

Intervention de / Paper presented by Michel Colombier, *Politique climatique : analyse des scénarios à l'horizon 2020*.

## Integrated development and climate policies

Nairobi (Kenya), 13-14 novembre. Ateliers parallèles à la COP12 de la Convention sur les changements climatiques.

Nairobi (Kenya), 13-14 November. UNFCCC COP 12. Side events.

Intervention de/by Laurence Tubiana.

## Imagine - Imaginons le futur énergétique de nos cités

Saline Royale d'Arc et Senans, 23-24 novembre. Conférence organisée par Énergie-cités.

Saline Royale d'Arc et Senans, 23-24 November. Conference organized by Énergie-cités.

Participation de/of Jun Li.

## EXPERTISE

EXPERTISE

**Groupe Facteur 4** (France) ; **Groupe de travail sur le changement climatique de EPE** / EPE working group on climate change (France) ; **Climate Strategies** (Royaume-Uni/UK) ; **E3G** (Royaume-Uni/UK) ; **CEPS** (Belgique/Belgium) ; **Club ECRIN** (France), etc.

## PUBLICATIONS, MÉDIAS

PUBLICATIONS, MEDIA

● *Regards sur la Terre 2007*. Dossier Énergie et changements climatiques, Pierre Jacquet, Laurence Tubiana (dir.). Presses de Sciences Po, 2006, 302 p.

● *Le développement dans les négociations climat*, Michel Colombier, Hubert Kieken, Mustapha Kleiche. *Regards sur la Terre 2007*, Presses de Sciences Po, 2006, p. 187-200.

● *Bringing developing countries into the energy equation*, Michel Colombier, Jacques Loup (éd.). Iddri, Analyses n° 05/2006, 76 p.

● *From Rio to Marrakech: Development in climate negotiations*, Michel Colombier, Hubert Kieken, Mustapha Kleiche. *Bringing developing countries into the energy equation*. Iddri, Analyses n° 05/2006, p. 43-52.

● *Compétitivité et politique climatique*, Richard Baron. Iddri, Analyses n° 03/2006, 64 p.

● *Égalitarisme cosmopolite et effet de serre*, Axel Gosseries. Iddri – Chaire de développement durable École polytechnique-EDF, Idées pour le débat n° 05/2006, 56 p.

● *Bringing the material back in: United States responses to the global climate change regime*, Dana Fischer. Iddri, Idées pour le débat n° 06/2006, 47 p.

● *Secteur résidentiel dans les pays émergents et politique climatique internationale*, Carine Barbier. Iddri, Idées pour le débat n° 08/2006, 34 p.

● *Rôle des enchères dans le système européen de quotas d'émissions échangeables*, Hubert Kieken. Iddri, Idées pour le débat n° 10/2006, 4 p.

● *Global property rights – The Kyoto Protocol and the knowledge revolution*, Graciela Chichilnisky. Iddri, Idées pour le débat n° 13/2006, 25 p.

● *Sommes-nous prêts à des efforts individuels ?* Entretien avec / Interview with Hubert Kieken. Midi Libre, 25 septembre/September 2006.

● *Réchauffement climatique. Peut-on encore sauver la planète ?* Forum électronique du / Electronic Forum of *Courrier international*, 27 octobre 2006. Avec/With Michel Colombier.

● *Enjeux de la Conférence Climat de Nairobi*, Hubert Kieken. Direct 8, 6 novembre/November 2006.

● *Résultats de la Conférence Climat de Nairobi et perspectives*, Hubert Kieken. Direct 8, 22 novembre/November 2006.

● *Le climat : une opportunité pour l'Europe*, Laurence Tubiana, Michel Colombier, Hubert Kieken. L'Humanité, 25 novembre/November 2006.

# Ressources naturelles

**A**u cours des cinquante dernières années, la perte de biodiversité due aux activités anthropiques a été plus rapide qu'à toute autre période de l'histoire humaine. Telle est l'une des conclusions de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire, lancée par l'ONU pour apprécier les conséquences des modifications affectant les écosystèmes et proposer des solutions.

Des propositions réconciliant objectifs écologiques et économiques, et respectant un principe d'équité sont déjà débattues dans les instances internationales. Par exemple, la Convention sur la diversité biologique (CDB) privilégie les discussions sur la prise

**Des propositions réconciliant objectifs écologiques et économiques, et respectant un principe d'équité sont débattues dans les instances internationales.**

en compte des savoirs locaux et le partage des avantages tirés de l'utilisation des ressources génétiques pour atteindre les objectifs de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité ; la Con-

vention climat explore la possibilité de rétribuer la « déforestation évitée » afin de lutter contre le changement climatique. Les travaux de l'Iddri contribuent à ces débats.

Sur les échanges de ressources génétiques, l'Iddri cherche à mieux situer les pratiques des entreprises utilisatrices avec les objectifs d'équité de la CDB : il identifie les questions clés concernant ces acteurs et recense des pistes d'amélioration ; avec les éléments recueillis, il alimente les débats internationaux. Une démarche similaire est conduite avec les instituts publics de recherche, en identifiant des modalités institutionnelles, financières, juridiques, permettant de produire et d'échanger les ressources génétiques et les connaissances liées, dans le respect de la CDB.

Par ailleurs, une réflexion a été amorcée sur la rémunération des services environnementaux,

notamment pour la « déforestation évitée ». Les modifications de l'usage des sols issues notamment de la déforestation tropicale provoquent de 20 à 25 % des émissions de gaz à effet de serre. D'où l'idée que les pays engagés dans le protocole de Kyoto rémunèrent les pays en développement pour chaque tonne de CO<sub>2</sub> qu'ils éviteraient d'émettre en réduisant la déforestation.

Sur la gouvernance des ressources naturelles renouvelables, l'Iddri privilégie trois axes. Le premier porte sur le rôle des normes privées dans la régulation de la gestion des forêts. De plus ■■■

---

## Natural resources

**O**ver the last 50 years, the loss of biodiversity due to human activities has been more rapid than at any other time in the history of humankind. This is one of the findings of the UN Millennium Ecosystem Assessment, an international work program to assess the consequences of ecosystem change for human well-being and options for responding to those changes.

Various proposals seeking to reconcile environmental and economic objectives while respecting the principle of equity are already being debated within international bodies. For example, the CBD focuses on discussions concerning the integration of local knowledge and the sharing of benefits arising from the use of genetic resources in order to reach the objectives of conservation and sustainable use of biodiversity; the Climate Convention explores the possibilities to financial compensations of avoided deforestation as a mean of combating climate change. IDDRI contributes to these debates in several ways. ●●●



■ ■ ■ en plus fréquent, le recours volontaire des acteurs privés à la normalisation et à la certification a un impact politique et institutionnel et influence l'action publique, comme le montrent les travaux menés avec le Cirad.

Le deuxième axe se réfère à l'articulation des échelles locale et globale dans la gouvernance de l'Amazonie brésilienne. Les premiers résultats du projet Dialogos, conduit avec le Cirad et des institutions brésiliennes, soulignent que la gestion des ressources naturelles renouvelables ne peut être abordée sous le seul angle socio-environnemental et que les pays intéressés, notamment l'Europe, doivent discuter avec le Brésil de mécanismes de coopération et d'intégration économiques, par exemple concernant la lutte contre le changement climatique lié à la déforestation, ou les soutiens à l'agriculture.

Enfin, une étude des concepts, méthodes et outils de la gouvernance des ressources naturelles renouvelables dans les pays en développement est conduite avec l'Agence française de développement afin d'apporter des pistes de réflexion et d'action. ●

Enfin, une étude des concepts, méthodes et outils de la gouvernance des ressources naturelles renouvelables dans les pays en développement est conduite avec l'Agence française de développement afin d'apporter des pistes de réflexion et d'action. ●

● ● ● As regards the exchange of genetic resources, IDDRI attempts to clarify user companies' practices in relation to the CBD's equity objectives: by identifying the key issues concerning these actors and assessing the possibilities for improvement; and by feeding international debates with the elements gathered. A similar process is underway with public research institutes, identifying the institutional, financial and legal methods enabling the production and exchange of genetic resources and related knowledge in accordance with the CBD.

Furthermore, IDDRI contributes to discussions on the approaches aimed at establishing payments for environmental services including payments for "avoided deforestation". Land use change and especially deforestation of tropical forests cause 20 to 25% of all greenhouse gas emissions. Hence one idea is that countries that have ratified the Kyoto Protocol should pay developing countries for every ton of CO<sub>2</sub> they avoid by reducing deforestation.

As regards the governance of renewable natural resources, IDDRI focuses on three areas. The first deals with the role of private standards in the regulation of forest management. Private actors are increasingly opting to join standardization and certification schemes, which has a political and institutional impact and influences public action, as shown by research conducted in collaboration with CIRAD.

The second area relates to the coordination of the local and global levels in the governance of the Brazilian Amazon. The initial findings of the Dialogos project carried out with CIRAD and Brazilian institutions in Brazil stress that the management of renewable natural resources cannot be approached from the socio-environmental viewpoint alone, and that consumer countries, especially in Europe, must engage in discussions with Brazil on mechanisms for cooperation and economic integration, such as the fight against climate change linked to deforestation, or support for sustainable agriculture.

Finally, a study on the concepts, methods and tools for the governance of renewable natural resources in developing countries is being conducted with the AFD in order to provide ideas for debate and action. ●

Various proposals seeking to reconcile environmental and economic objectives while respecting the principle of equity are being debated within international bodies.

## CONFÉRENCES ET ATELIERS

CONFERENCES AND WORKSHOPS

### Promouvoir le patrimoine bioculturel local : les savoirs naturalistes locaux en France

Grenade (Espagne), 26 janvier. Atelier parallèle au groupe de travail de la CDB sur l'article 8j, organisé par l'Iddri et l'IFB.

Granada (Spain), 26 January. CBD ad hoc open-ended inter-sessional working group on article 8(j). Side event organized by IDDRI and the IFB.

### ABS : quels mécanismes pour garantir le respect des engagements ?

Grenade (Espagne), 30 janvier. Atelier parallèle au groupe de travail de la CDB sur l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages, organisé par l'Iddri.

Granada (Spain), 30 January. CBD ad hoc open-ended working group on ABS. Side event organized by IDDRI.

### Environmental and developmental dimensions of geographical indications

Curitiba (Brésil), 24 mars. Atelier parallèle à la COP 8 de la CDB, organisé par l'Iddri, avec l'IRD.

Curitiba (Brazil), 24 March. CBD COP8. Side event organized by IDDRI together with the IRD.

### La protection des savoirs traditionnels en Europe

Genève (Suisse), 24 avril. Atelier parallèle à la réunion IGC de l'OMPI, organisé par l'Iddri.

Geneva (Switzerland), 24 April. WIPO IGC. Side event organized by IDDRI.

### Gouverner par les normes

Montpellier, 7-8 juin. Journées scientifiques, « Les dispositifs de normalisation dans la régulation des marchés et des activités économiques », organisées par le Cirad, l'Iddri, l'AFS.

Montpellier, 7-8 June. Scientific symposium organized by CIRAD, IDDRI, and the AFS.

### Regulating bioprospecting: Institutions for drug research and ABS

Paris, 7 juillet. Conférence organisée par l'Iddri. Paris, 7 July. Conference organized by IDDRI. Avec/with Padmashree Gehl Sampath (UNU-Merit).

### At loggerheads: Agricultural expansion, poverty reduction, and environment in the tropical forests

Paris, 10 novembre. Conférence organisée par la Banque mondiale et l'Iddri, à l'occasion de la parution de l'ouvrage de la Banque mondiale.

Paris, 10 November. Conference organized by the World Bank and IDDRI, on the occasion of the Paris launch of the World Bank publication.

Avec/With Kenneth M. Chomitz (Banque mondiale/World Bank), Jeffrey Sayer (WWF International), Michel Colombier.

## INTERVENTIONS

INTERVENTIONS

### 52<sup>e</sup> Congrès international des Américanistes – 52<sup>nd</sup> ICA

Séville (Espagne), 18 juillet.  
Seville (Spain), 18 July.

Intervention de / Paper presented by Stéphane Guéneau, *Los procesos de certificación: De la teoría a la práctica*.

### 2<sup>e</sup> Journées scientifiques de l'économie de l'environnement

Paris, 3-6 septembre. Organisées par IEPF, C3ED.

Paris, 3-6 September. Organized by the IEPF, C3ED.

Intervention de / Paper presented by Sheila Wertz-Kanounnikoff, *Les systèmes de paiement pour les services environnementaux : une solution pour une gestion durable de la biodiversité ?*

### Les clés d'une bonne gouvernance forestière dans un contexte évolutif

Paris, 5 décembre. Table ronde de l'Ecoforum organisé par Ecofor. Paris, 5 December. ECOFORUM roundtable organized by ECOFOR. Participation de/of Stéphane Guéneau.

## PUBLICATIONS, MÉDIAS

PUBLICATIONS, MEDIA

● *Livre blanc sur les forêts tropicales humides – Analyses et recommandations des acteurs français*, Stéphane Guéneau (coord.). MAE, MEDD, MAP, Iddri. La Documentation française, 2006, 174 p.

● *Protecting traditional knowledge, genetic resources and folklore: The way forward*, Preeti Ramdasi, Sélim Louafi. Iddri, Synthèses n° 01/2006, 5 p.

● *Traditional knowledge in the European context*, Tobias Kiene. Iddri, Idées pour le débat n° 02/2006, 5 p.

● *Needs and opportunities for the UE in the traditional knowledge debates: The agricultural dimension*, Tobias Kiene. Iddri, Idées pour le débat n° 03/2006, 5 p.

● *Payments for environmental services – A solution for biodiversity conservation?*, Sheila Wertz-Kanounnikoff. Iddri, Idées pour le débat n° 12/2006, 17 p.

● *Loi forestière brésilienne : un pas vers la durabilité ?*, Stéphane Guéneau. Iddri, Idées pour le débat n° 14/2006, 3 p.

● *Code de conduite et équité des échanges de ressources biologiques*, Florence Bellivier, Christine Noiville. Iddri, Idées pour le débat n° 15/2006, 20 p.

● *Guide des négociations à la COP 8 de la CDB*. Participation de/of Sélim Louafi. OIF, 2006.

● *Donner une valeur marchande à la nature*. Entretien avec / Interview with Laurence Tubiana. Libération, 20 septembre 2006.

## SÉMINAIRE RÉGULIER

REGULAR SEMINAR

### Développement durable et économie de l'environnement

Organisé à Paris par l'Iddri et la chaire Développement durable École polytechnique-EDF.

Organized by IDDRI and the Chaire Développement Durable École Polytechnique-EDF.

- **The institutional origins of transatlantic discord on climate change**

31 janvier/January. Avec/With Jonathan Wiener (Duke Law School, États-Unis/USA).

- **What motivates us to care for the (distant) future?**

21 février/February. Avec/With Dieter Birnbacher (Heinrich-Heine University, Allemagne/Germany).

- **Bringing the material back in: USA responses to the global climate**

21 mars/March. Avec/With Dana Fisher (Columbia University, États-Unis/USA).

- **How are rights to emit carbon distributed? The EU Greenhouse Gas ETS experience**

23 mai/May. Avec/With Denny Ellerman (Sloan School of Management, MIT, États-Unis/USA).

- **Vers un développement responsable des nanotechnologies ?**

6 juin/June. Avec/With Françoise Roure (Conseil général des technologies de l'information).

- **One planet budgeting with the Ecological Footprint: Opportunities and limitations**

17 octobre/October. Avec/With Mathis Wackernagel (Global Footprint Network).

- **La transmission des ressources non monétaires en question : crise du « savoir habiter »** – Exclusion sociale et accompagnement à l'autoréhabilitation du logement

7 novembre/November. Avec/With Daniel Cérézuelle (Pades).

- **Discounting and relative prices in assessing future environmental damages**

12 décembre/December. Avec/With Thomas Sterner (université de / University of Gothenburg, Suède/Sweden)

## AUTRES

OTHERS

### State of the World - L'état de la planète 2006

Paris, 31 mars. Conférence organisée par l'Iddri, la chaire Développement durable de Sciences Po, État de la planète éditions et le Worldwatch Institute, à l'occasion de la publication annuelle du Worldwatch Institute.

Paris, 31 March. Conference organized by IDDRI, the Chaire Développement Durable de Sciences Po, État de la planète éditions and the Worldwatch Institute, on the occasion of the Paris launch of the French edition of the Worldwatch Institute's State of the World.

Avec/With Laurence Tubiana.

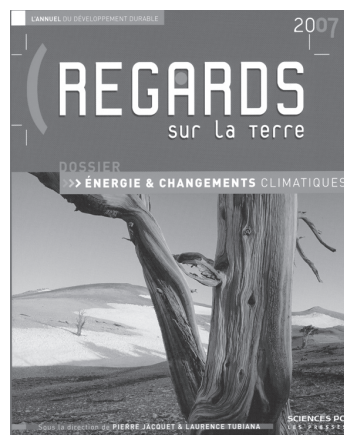
### The Road to 2050: Sustainable development in the 21<sup>st</sup> century

Paris, 13 juin. Conférence organisée par la Banque mondiale en partenariat avec l'Iddri, à l'occasion de la publication de l'ouvrage de la Banque mondiale.

Paris, 13 June. Conference organized by the World Bank with IDDRI on the occasion of the Paris launch of the World Bank publication.

## PUBLICATIONS, MÉDIAS

PUBLICATIONS, MEDIA



- *Regards sur la Terre 2007*. Dossier Énergie et changement climatique. Pierre Jacquet, Laurence Tubiana (dir.). Presses de Sciences Po, 2006, 302 p.

Premier opus de l'annuel du développement durable, lancé à l'initiative de l'AFD et de l'Iddri.

First issue of the sustainable development annual, launched on the initiative of the AFD and IDDRI.

- *L'état de la planète 2006. Gros plan sur la Chine et l'Inde*. Préface de / Preface by Laurence Tubiana. L'état de la planète éditions, 2006.

- *Un développement non viable*, entretien avec / interview with Laurence Tubiana. Libération, 14 janvier 2006.

- *Développement, environnement : vers une paix durable ?*, intervention de / by Laurence Tubiana dans l'émission de France Culture / in France Culture program L'économie en questions, 30 janvier 2006.

- *Il faut imaginer nos modes de vie d'ici à vingt ou trente ans*, entretien avec / interview with Laurence Tubiana. Libération, 29 mai 2006.

Iddri  
en  
bref

at a glance

**L'** Iddri est un institut indépendant à l'interface de la recherche et de la décision. Il instruit les questions du développement durable qui nécessitent une coordination mondiale. Dans ses analyses, il privilégie la gouvernance mondiale, les négociations internationales et les relations Nord-Sud.

Sa mission est triple : éclairer les décisions ; identifier les sujets de demain ; ouvrir un espace de dialogue à des acteurs aux intérêts souvent divergents – organismes de recherche, acteurs privés et publics de la vie économique, syndicats, ONG. Pour la remplir, l'Iddri clarifie les enjeux, réunit les acteurs impliqués, quelles que soient leur origine et leur discipline, facilitant ainsi une compréhension partagée des problèmes, tout en les inscrivant dans une perspective mondiale. La diversité de ses parties prenantes et de l'origine de ses ressources lui donne l'indépendance indispensable pour mener à bien sa mission.

Colloques et ateliers internationaux, séminaires réguliers, groupes de travail, sont parmi les principales activités, souvent organisées avec des partenaires étrangers. S'y ajoutent la participation à des conseils scientifiques, d'administration ou d'orientation et l'intervention dans des séminaires, colloques, etc., liées à sa vocation d'« influence intellectuelle ».

L'Iddri valorise les travaux scientifiques conduits en France et ailleurs, et mobilise des équipes de recherche sur les thèmes de négociation à venir, notamment *via* la Fondation ou la participation à des programmes internationaux.

Le site [www.iddri.org](http://www.iddri.org) est au cœur de la politique de communication ; il met à la disposition de tous : informations sur les activités, documents de réflexion, publications des collections de l'Iddri – *Analyses, Idées pour le débat, Synthèses* – et celles d'autres éditeurs. ■■■

DDRI is an independent institute at the interface between research and decision-making. It deals with sustainable development issues that require international coordination, such as climate change or the depletion of natural resources. Its work focuses on global governance, international negotiations and North-South relations.

IDDRI has three objectives: informing policy decisions; identifying emerging issues; and creating a platform for dialogue between stakeholders whose interests are often at odds: research organiza- ●●●

### The Foundation

Created on the initiative of public and private members of IDDRI, the research foundation for sustainable development and international relations helps finance research on the international aspects of sustainable development, especially starting from needs identified by IDDRI. Financed by the State and the private sector, the Foundation's resources until 2008 stand at 2.4 million euros.

The Foundation has been operational since 2006. In addition to a program on the development of long-term industrial scenarios with the aim of reducing CO<sub>2</sub> emissions by 75%, two other programs have been selected: one deals with scenarios for the impact of global warming on several industrial sectors; the other deals with the role of standards in global governance.

■ ■ ■ Trois fois par an, *La Lettre de l'Iddri* rend compte des événements et des activités passés et futurs.

### 5 thèmes structurent les programmes

- **Gouvernance mondiale.** Gouvernance de l'environnement. Questions marines. Aide publique au développement. Normes. Rôles des pays émergents.
- **Libéralisation du commerce.** Impact sur le développement durable. Gains et pertes. Préférences collectives.
- **Entreprises et biens publics.** Accès aux services essentiels en milieu urbain dans les pays en développement. Risques, précaution et chimie.
- **Changement climatique.** Décarboner l'économie européenne. L'après-Kyoto. Énergie et développement des pays émergents. Vulnérabilité et adaptation.
- **Ressources naturelles.** Biodiversité et savoirs locaux. Échanges de ressources génétiques. Gestion et certification des forêts. Outils économiques et financiers.

### La Fondation

Créée à l'initiative de membres publics et privés de l'Iddri, la Fondation de recherche pour le développement durable et les relations internationales a pour mission de contribuer au financement de recherches sur les aspects internationaux du développement durable, à partir notamment des besoins identifiés par l'Iddri. Abondée par l'État et le secteur privé, la Fondation dispose d'une capacité financière de 2,4 millions d'euros d'ici 2008.

La Fondation est opérationnelle depuis 2006. Outre un programme sur l'élaboration de scénarios industriels à long terme dans l'objectif de diviser par 4 les émissions de CO<sub>2</sub>, deux autres programmes ont été retenus : l'un sur les scénarios d'impact du réchauffement climatique sur plusieurs secteurs industriels ; l'autre sur le rôle des normes dans la gouvernance mondiale.

● ● ● tions, public and private actors, unions and NGOs. To meet these objectives, IDDRI defines the challenges, gathers stakeholders – whatever their origin and discipline – and identifies new issues. It thus promotes a common understanding of concerns, while at the same time putting them into a global perspective. The diversity of its stakeholders and financial sources gives it the independence needed to carry out its mission.

International conferences and workshops, regular seminars and working groups belong to IDDRI's core activities, often organized in partnership with foreign organizations. IDDRI also promotes scientific activities and mobilizes research teams to address upcoming negotiation topics, especially via its research foundation created in 2004 and by participating in international programs. Additionally, in line with its ambition to provide an "intellectual influence", IDDRI takes part in scientific, administrative and guidance committees and contributes to seminars and symposia, etc.

IDDRI's website, [www.iddri.org](http://www.iddri.org), is at the center of its communication and dissemination policy. It provides access to information and publications such as IDDRI's series – *Analyses, Idées pour le débat, Synthèses* – and materials by other editors. Three times a year, *La Lettre de l'Iddri* provides an overview of past and future events and activities.

### 5 focal areas structure the programs conducted

- **Global governance.** Environmental governance. Marine issues. Official development assistance. Standards and governance. Emerging countries.
- **Trade liberalization.** The impact on sustainable development. Profit and loss. Society's choices and international priorities.
- **Private sector and public goods.** Access to basic services in developing countries. Risks, precaution and chemicals.
- **Climate Change.** Decarbonizing the European economy. Post-Kyoto. Energy and development in emerging countries. Vulnerability and adaptation.
- **Natural resources.** Biodiversity and traditional knowledge. Exchanges of genetic resources. Forest management and certification. Economic and financial tools.

**L'Institut du développement durable et des relations internationales** est une association loi de 1901, créée en 2003, dont l'action est complétée par une fondation de recherche depuis fin 2004. Elle a succédé au groupement d'intérêt scientifique mis en place en 2001.

The Institut du développement durable et des relations internationales (institute for sustainable development and international relations) has the status of an Association (French Law 1901) created in April 2003, and its work is supplemented by a research foundation set up in late 2004. It replaced the groupement d'intérêt scientifique (scientific interest group) set up in 2001.

## Les membres fondateurs

Founding members

Dominique Bourg, Manuel Castells, Jean Jouzel, Nathalie Kosciusko-Morizet, Daniel Lebègue, Sunita Narain, Ahmedou Ould-Abdallah, Jan Pronk, David Runnals, Jeffrey Sachs, Jean-Michel Severino, Achim Steiner.

## Les membres actifs

Active members

Ils relèvent de plusieurs catégories. They fall under the following categories:

- Organismes de recherche et d'enseignement / Research and teaching organizations : Cirad, CNRS, École polytechnique, INRA, IRD, Sciences Po Paris.
- Organismes de la société civile / Civil society organizations : ONG/NGOs – EPE, WWF International ; syndicats / union organizations – CFDT.
- Acteurs de la vie économique / Economic actors : Ademe, AFD, CNCEP, EDF, GDF, Lafarge, SNCF, Suez, Veolia Environnement.

## Le conseil scientifique

Scientific council

L'Iddri s'appuie sur le conseil scientifique de la Fondation et sur des personnalités étrangères.

IDDRi relies on the Foundation scientific council and on foreign experts.

Dominique Bourg, université de Lausanne (Suisse/Switzerland) ; Dominique Bureau, MELT ; Francis Delpéuch, IRD ; Olivier Godard, CNRS ; José Goldemberg, Association brésilienne pour le progrès de la science / Brazilian Society for the Progress of Science ; Pierre-Henri Gouyon, université Paris-Sud ; Michel Griffon, Cirad ; Claude Henry, CNRS, président/chair ; Carlo Jaeger, PIK (Allemagne/Germany) ; Marianne Lefort, INRA ; Hervé Le Treut, CNRS ; Mans Lönnroth, Mistra (Suède/Sweden) ; Christine Noiville, CNRS ; Nicholas Stern, Trésor (RU) / HM Treasury (UK) ; Alessandro Vercelli, université de Sienne (Italie) / University of Siena (Italy).

## Le conseil d'administration

Board

Il est composé de représentants des membres actifs et des membres fondateurs.

It is made up of representatives of the active members and founding members.

Dominique Bureau, École polytechnique ; Henri Catz, CFDT ; Bernard Delay, CNRS ; Pierre Dutrieu, CNCEP ; Timothy Geer, WWF International ; Patrick Herbin, Cirad ; Bernard Hubert, INRA ; Pierre Jacquet, AFD ; Nathalie Kosciusko-Morizet, députée/member of Parliament ; Daniel Lebègue, IFA ; Daniel Lefort, IRD ; Olivier Luneau, Lafarge ; François Moisan, Ademe ; Claude Nahon, EDF ; Stéphane Quéré, Suez ; Jean-Pierre Tardieu, Institut Veolia Environnement ; Claire Tutenuit, EPE.

## Le bureau

Executive board

Daniel Lebègue, président/chair. Bernard Hubert, secrétaire/secretary. Claude Nahon, trésorière/treasurer.

## La Fondation

The Foundation

La Fondation de recherche pour le développement durable et les relations internationales a été créée et reconnue d'utilité publique le 23 décembre 2004. Elle est présidée par Jean Jouzel. Les fondateurs sont : EDF, EPE, GDF, Lafarge, Saint-Gobain, Suez, Veolia Environnement. L'AFD, le Cirad, le CNRS et l'INRA en sont membres de droit.

The Fondation pour le développement durable et les relations internationales was created and recognized as a public interest organization on 23 December 2004. Jean Jouzel is president.

The founding members are: EDF, EPE, GDF, Lafarge, Saint-Gobain, Suez, Veolia Environnement. AFD, CIRAD, the CNRS and INRA are ex officio members.

## Le budget

Budget

Le budget courant de l'Iddri s'est établi en 2006 à 1,1 million d'euros – 1,5 million d'euros en intégrant les coûts des personnels mis à sa disposition. Les ressources proviennent des membres (cotisations), des ministères – affaires étrangères, environnement, recherche – (subventions de fonctionnement), et de divers partenaires nationaux et internationaux. Les établissements de recherche apportent des moyens en nature sous forme de personnels mis à disposition.

IDDRi's ordinary budget for 2006 stood at 1.1 million euros – 1.5 million euros when including costs of staff secondments. Resources come from members (subscriptions), ministries – foreign affairs, environment, research – (operating subsidies) and from different national and international partners. The research institutions provide in-kind contributions in the form of staff secondments.

Informations au 1<sup>er</sup> mars 2007.  
As of 1<sup>st</sup> March 2007

**LA DIRECTION** DIRECTION



**Laurence Tubiana**

**Directrice**  
*General director*

- Diplômée de l'IEP Paris, docteur en sciences économiques. Elle dirige la chaire Développement durable de Sciences Po, est membre du CCICED chinois, des conseils d'administration de l'Ifpri et du Cirad. Elle a été conseillère du Premier ministre, chargée du développement durable, et membre du CAE. Elle crée l'Iddri en 2001.

- Graduate of IEP Paris, doctor of economic sciences. Director of the Chaire Développement Durable de Sciences Po, member of the CCICED and the boards of IFPRI and CIRAD. Former adviser to the Prime Minister on sustainable development, and member of the CAE. She founded IDDRI in 2001.



**Catherine Garreta**

**Directrice exécutive**  
*Executive director*

- Diplômée de l'IEP Paris et ancienne élève de l'ENA. Elle a été consultante à la Banque mondiale, puis a dirigé le département des affaires multilatérales du ministère de la coopération, devient responsable du FFEM, puis directrice adjointe du Conservatoire du littoral. Elle rejoint l'Iddri en 2005.

- Graduate of IEP Paris and ENA. Formerly consultant at the World Bank, then directed the French ministry of cooperation's department of multilateral affairs, before heading the FFEM, then becoming deputy director of the Conservatoire du Littoral. She joined IDDRI in 2005.



**Michel Colombier**

**Directeur scientifique.**  
**Coordonnateur des programmes climat**

*Scientific director*  
*Climate program coordinator*

- Ingénieur agronome et docteur en économie. Spécialiste de l'énergie et du climat, il a été membre du conseil scientifique du FEM et du FFEM. Après le Ceeta (université de Lisbonne), il rejoint l'Ademe, puis dirige ICE (International Consultants Energie). Il participe à la création de l'Iddri en 2001.

- Graduate of INA Paris and doctor of economics. Specialist in energy and climate issues, former member of GEF and FFEM scientific panels. After the CEEETA (University of Lisbon), he joined ADEME, then directed ICE. He helped to set up IDDRI in 2001.



**Lucien Chabason**

**Conseiller de la direction.**  
**Programme Questions marines**

*Senior adviser. Marine issues*

- Diplômé de sociologie, de droit public, de l'IEP Paris et ancien élève de l'ENA. Il est expert de l'OCDE pour l'évaluation des performances environnementales, et préside le Plan Bleu. Il a été directeur du cabinet du ministre de l'environnement, puis a coordonné le PAM. Il rejoint l'Iddri en 2005.

- Graduate of IEP Paris and ENA, and in sociology and public law. OECD expert in environmental performance evaluation and president of Le Plan Bleu. Former advisor of the French minister of the environment, then MAP coordinator. He joined IDDRI in 2005.

**LES CHARGÉS DE PROGRAMMES**



**Carine Barbier**

**Pays en développement : énergie, services essentiels**

*Developing countries: energy, basic infrastructure services*

- Titulaire d'un DESS Économie et politique de l'énergie. Elle entre au CNRS en 1992 et travaille sur la maîtrise de l'énergie et les énergies renouvelables dans le cadre du Club d'ingénierie prospective énergie environnement (CLIP). Elle est mise à disposition de l'Iddri par le CNRS depuis 2002.

- Postgraduate diploma (DESS) in energy economics and politics. She joined the CNRS in 1992 and worked on energy conservation and renewable energies within the CLIP. She has been seconded to IDDRI by the CNRS since 2002.

**LES STAGIAIRES INTERNES**

**Cindy Adolphe**

Université Montpellier II (UFR Sciences).  
13 mars/March – 13 juin/June 2006.  
Recherche et ABS.

**Guillaume Durand**

Université de technologie de Compiègne.  
4 septembre/September 2006  
16 février/February 2007. Le potentiel de maîtrise de l'énergie dans l'habitat neuf en Chine.

**Emmanuel Guérin**

Sciences Po Paris.  
18 septembre/September  
29 décembre/December 2006.  
SIA Method.

**Camille Palumbo**

Sciences Po Paris.  
1<sup>er</sup> septembre/September 2006  
4 février/February 2007.  
Financement des investissements énergétiques et d'infrastructures dans les pays en développement.

**LES CHARGÉS DE FONCTIONS TRANSVERSALES** CROSS-CUTTING ACTIVITY OFFICERS



**Corinne Cohen**

**Publications**  
*Publications*

- Diplômée en sociologie rurale et en commerce. Après avoir collaboré avec des ONG en Amérique latine, puis en France, elle se tourne vers l'édition et la communication, et rejoint le Cirad. Elle est mise à la disposition de l'Iddri depuis 2002.

- Graduate in rural sociology and trade. After working with NGOs in Latin America and then France, she turned to publishing and communication and joined CIRAD. She has been seconded to IDDRI since 2002.



**Benoît Martimort-Asso**

**Valorisation et communication**

*Outreach and communication*

- Diplômé en génie énergétique (université de Perpignan) et en science de l'environnement (UQAM). Après avoir collaboré avec l'association 4D, l'Observatoire de l'écopolitique internationale, il participe à la coordination du projet européen Sustra. Il rejoint l'Iddri en 2004.

- Graduate in energy engineering (University of Perpignan) and environmental science (UQAM, Quebec). After working with the 4D association and the Observatoire de l'écopolitique internationale, he helped to coordinate the European SUSTRA project. He joined IDDRI in 2004.



**Isabelle Delaporte**

**Assistante de direction**  
*Assistant*

- Titulaire d'un BTS assistante de direction bilingue anglais en communication. Après une expérience de gestion du personnel aux États-Unis, elle travaille comme assistante bilingue dans des associations (Ocifa...) et des sociétés (Hewitt Associates, Provintech). Elle rejoint l'Iddri en 2006.

- Vocational certificate (BTS), administration and communication. After working in personnel management in the United States, she worked as a bilingual assistant in associations (OCIFA...) and companies (Hewitt Associates, Provintech). She joined IDDRI in 2006.



**Assya El Mahnaoui**

**Responsable administrative**

*Administrative manager*

- Titulaire d'un BTS assistante de direction. Elle a travaillé pour l'association Migration Santé Vaucluse et pour la société Vision-IQ et Poséidon Technologies. Elle rejoint l'Iddri en 2003.

- Vocational certificate (BTS), management assistant. She worked for the Migration Santé Vaucluse association and the company Vision-IQ/Poséidon Technologies. She joined IDDRI in 2003.



PROGRAM OFFICERS



**Stéphane Guéneau**

**Forêts, Normes et gouvernance des ressources naturelles**

*Forests, standards and governance of natural resources*

● Ingénieur en sciences de l'eau, titulaire d'un DEA d'économie rurale. Il est chargé du programme Environnement de l'ONG Solagral, puis étudie le commerce des produits forestiers au CPDA (Brésil). Recruté par l'INRA, il est mis à disposition de l'IDDRI depuis 2003.

● Graduate of the university of Nancy in water sciences, master's degree in rural economics. Formerly environment program manager for the NGO Solagral, then studied trade in forest products at the CPDA (Brazil). Recruited by INRA, he has been seconded to IDDRI since 2003.



**Sélim Louafi**

**Biodiversité et ressources génétiques**  
*Biodiversity and genetic resources*

● Ingénieur agronome, docteur en économie. Il réalise un postdoctorat au Centre de philosophie du droit à Louvain sur la construction de l'agenda international de la biodiversité. Recruté au Cirad, il est détaché à l'IDDRI depuis 2002.

● Graduate of ENSAM and doctor of economics. He completed a post-doctoral fellowship at the Centre de Philosophie du Droit in Louvain on the construction of the international biodiversity agenda. Recruited by CIRAD, he has been employed by IDDRI since 2002.



**Claire Weill**

**Risques, précaution et chimie**  
*Risks, precaution and chemicals*

● Normalienne, titulaire d'une thèse de physique en 1984, elle développe des recherches expérimentales en physique statistique à l'ENPC puis au CNRS, de 1989 à 1998. Elle travaille ensuite à la MIES. Elle rejoint l'IDDRI en 2002.

● Graduate of the Ecole Normale Supérieure, completed a doctoral thesis in physics in 1984, developed experimental research in statistical physics at the ENPC and then the CNRS from 1989 to 1998. She then worked at the MIES. She joined IDDRI in 2002.



**Hubert Kieken**

**Climat, énergie et pays industrialisés**  
*Climate and industrialized countries*

● Polytechnicien, diplômé de l'Engref (économie de l'environnement), il prépare une thèse en gestion de l'environnement. Il crée le pôle de conseil sur le climat de PricewaterhouseCoopers, puis devient directeur associé de l'agence de conseil en développement durable BeCitizen. Il rejoint l'IDDRI en 2005.

● Graduate of the École Polytechnique and ENGREF (environmental economics), prepares a doctoral thesis on environmental management. Co-founder of the climate change services of PricewaterhouseCoopers, he became associate director of the BeCitizen sustainable development consultancy agency. He joined IDDRI in 2005.



**Sheila Wertz-Kanounnikoff**

**Économie des ressources naturelles**  
*Natural resource economics*

● Docteur en économie de l'environnement (université de Heidelberg) et titulaire d'un master en géographie. Elle travaille plusieurs années pour la Banque mondiale, avant d'être recrutée par l'INRA et mise à disposition de l'IDDRI en 2006.

● PhD in environmental economics (University of Heidelberg) and master's degree in geography. She worked for the World Bank for several years, before being hired by INRA and seconded to IDDRI in 2006.

LES AUTRES MEMBRES DE L'ÉQUIPE OTHER TEAM MEMBERS



**Léna Barghoudian**

**Assistante de gestion**  
*Administrative trainee*

● Titulaire d'un Bac STT gestion - anglais, espagnol, elle suit une formation en alternance à la gestion.

● High school diploma (BAC STT) in management with English and Spanish, she is completing a work-linked management training course.



**Raphaël Billé**

**Projet Impact climatique en Méditerranée**  
*Climate impact in the Mediterranean*

● Docteur en gestion de l'environnement, spécialiste de la gestion des zones côtières, il a collaboré avec diverses institutions nationales et internationales (PNUD, UICN, coopérations bilatérales, etc.). Il est membre du conseil scientifique du programme Liteau.

● Doctor of environmental management, specialist in the management of coastal areas, he has worked with various national and international institutions (UNDP, IUCN, bilateral cooperation, etc.). Member of the scientific council of the Liteau program.



**Guillaume Ernst**

**Pays émergents**  
*Emerging countries*

● Ingénieur agronome. Chargé de mission à l'AFD, puis chargé d'affaires à Proparco, il travaille au Brésil comme attaché de coopération, puis comme consultant indépendant.

● Graduate of INA PG. Program manager at the AFD, then chargé d'affaires at Proparco, he worked in Brazil as a cooperation attaché then as an independent consultant.



**Jun Li**

**Doctorant Cerna**  
**Changement climatique et habitat en Chine**  
*Climate change and housing in China*

● Titulaire d'un master d'urbanisme de l'Institut français d'urbanisme - ENPC, il prépare une thèse sur les politiques publiques de la maîtrise de l'énergie dans le secteur résidentiel en Chine, sous la direction de Pierre-Noël Giraud et de Michel Colombier.

● Master's degree in urban planning from the Institut Français d'Urbanisme - ENPC, he is preparing a doctoral thesis on public policy for energy conservation in the residential sector in China, under the direction of Pierre-Noël Giraud and Michel Colombier.



**Tancrede Voituriez (Cirad)**

**Libéralisation du commerce**

*Trade liberalization*

● Diplômé de mathématiques appliquées aux sciences sociales, docteur en économie (marchés des matières premières). Recruté par le Cirad, il mène des recherches sur le commerce agricole et le développement. Il est chercheur associé à l'IDDRI depuis 2005.

● Graduate in mathematics and social sciences, doctor of economics (commodity markets). Recruited by CIRAD, he conducts research on agricultural trade and development. He has been an associate researcher at IDDRI since 2005.

<b>ABCDE</b> , Annual Bank Conference on Development Economics (The World Bank)	<b>CPDA</b> , Programa de Pós-graduação em Desenvolvimento, Agricultura e Sociedade (université fédérale rurale de Rio de Janeiro, Brésil)	intellectuelle relative aux ressources génétiques, aux savoirs traditionnels et au folklore (OMPI)	<b>OIT</b> , Organisation internationale du travail
<b>ABS</b> , Access and benefit sharing (CDB)	<b>CPDR</b> , Centre de philosophie du droit (université catholique de Louvain, Belgique)	<b>IGES</b> , Institute for Global Environmental Strategies (Japon)	<b>OMC</b> , Organisation mondiale du commerce
<b>ADRES</b> , Association pour le développement de la recherche en économie et en statistiques	<b>CRS</b> , Congressional Research Service (États-Unis)	<b>IISD</b> , International Institute for Sustainable Development (Canada)	<b>OMPI</b> , Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
<b>AFD</b> , Agence française de développement	<b>DEA</b> , diplôme d'études approfondies	<b>INA PG</b> , Institut national d'agronomie Paris-Grignon	<b>ONG</b> , organisation non gouvernementale
<b>AFS</b> , Association française de sociologie	<b>DESS</b> , diplôme d'études supérieures spécialisées	<b>INRA</b> , Institut national de la recherche agronomique	<b>ONU</b> , Organisation des Nations unies
<b>ANR</b> , Agence nationale de la recherche	<b>DGCID</b> , Direction générale de la coopération internationale et du développement (MAE)	<b>Inrets</b> , Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité	<b>ONUE</b> , Organisation des Nations unies pour l'environnement
<b>APD</b> , Aide publique au développement	<b>ECP</b> , European Climate Platform	<b>IPCC</b> , Intergovernmental Panel on Climate Change	<b>Pades</b> , Programme Autoproduction et développement social
<b>BTS</b> , brevet de technicien supérieur	<b>EDF</b> , Électricité de France	<b>IRD</b> , Institut de recherche pour le développement	<b>PAM</b> , Plan d'action pour la Méditerranée
<b>C3ED</b> , Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines et IRD)	<b>EMP</b> , École des mines de Paris	<b>IUCN</b> , The World Conservation Union	<b>PIK</b> , Potsdam Institute for Climate Impact Research (Allemagne)
<b>CAE</b> , Conseil d'analyse économique	<b>ENA</b> , École nationale d'administration	<b>IUFM</b> , Institut universitaire de formation des maîtres	<b>PNUD</b> , Programme des Nations unies pour le développement
<b>CBD</b> , Convention on Biological Diversity	<b>Engref</b> , École nationale du génie rural, des eaux et des forêts	<b>Lepii</b> , Laboratoire d'économie de la production et de l'intégration internationale	<b>REACH</b> , Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals
<b>CCAP</b> , Center for Clean Air Policy (États-Unis)	<b>ENPC</b> , École nationale des ponts et chaussées	<b>LES</b> , London School of Economics (RU)	<b>RU</b> , Royaume-Uni
<b>CCICED</b> , China Council for International Cooperation on Environment and Development	<b>ENS</b> , École normale supérieure	<b>MAE</b> , Ministère des affaires étrangères	<b>SAICM</b> , Strategic Approach to International Chemicals Management
<b>CDB</b> , Convention sur la diversité biologique	<b>ENSAM</b> , École nationale supérieure d'agronomie de Montpellier	<b>MAP</b> , Ministère de l'agriculture et de la pêche	<b>SIA</b> , Sustainable Impact Assessment
<b>CDM</b> , Clean Development Mechanism (Convention Climat)	<b>EPA</b> , US Environmental Protection Agency (États-Unis)	<b>MAP</b> , Mediterranean Action Plan	<b>STT</b> , Sciences et technologies tertiaires
<b>Cedrie</b> , Centre de développement de la recherche internationale en environnement (Canada)	<b>EPE</b> , Entreprises pour l'environnement	<b>MEDD</b> , Ministère de l'écologie et du développement durable	<b>Sustr</b> , European thematic network on sustainable trade
<b>Ceet</b> , Centro de Estudos de Economia e Energia (université de Lisbonne, Portugal)	<b>ETS</b> , emissions trading scheme (EU)	<b>MELT</b> , Ministère de l'équipement, du logement et des transports	<b>TERI</b> , Tata Energy Research Institute (Inde)
<b>CEPS</b> , Centre for European Policy Studies	<b>EU</b> , European Union	<b>MERIT</b> , Maastricht economic and social research and training centre on innovation and technology (UNU)	<b>UE</b> , Union européenne
<b>Ceric</b> , Centre d'études et de recherches internationales et communautaires	<b>FEM</b> , Fonds pour l'environnement mondial	<b>MIES</b> , Mission interministérielle de l'effet de serre	<b>UICN</b> , Union mondiale pour la nature
<b>Cerna</b> , Centre d'économie industrielle (EMP)	<b>FFEM</b> , Fonds français pour l'environnement mondial	<b>Mistra</b> , Foundation for Strategic Environmental Research (Suède)	<b>UK</b> , United Kingdom
<b>CFDT</b> , Confédération française démocratique du travail	<b>GDF</b> , Gaz de France	<b>MIT</b> , Massachusetts Institute of Technology (États-Unis)	<b>UNDP</b> , United Nations Development Program
<b>Cirad</b> , Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	<b>GDI</b> , German Development Institute	<b>MNP</b> , Netherlands Environmental Assessment Agency (Pays-Bas)	<b>UNEO</b> , United Nations Environment Organization
<b>Cired</b> , Centre international de recherche sur l'environnement et le développement	<b>GEF</b> , Global Environment Facility	<b>OCDE</b> , Organisation de coopération et de développement économiques	<b>UNFCCC</b> , United Nations Framework Convention on Climate Change
<b>CLIP</b> , Club d'ingénierie prospective énergie environnement	<b>GES</b> , gaz à effet de serre	<b>Ocifa</b> , Organisation pour la coopération et l'investissement entre la France et les pays d'Asie	<b>UNU</b> , United Nations University
<b>CNCEP</b> , Caisse nationale des caisses d'épargne et de prévoyance	<b>GHG</b> , greenhouse gas	<b>ODA</b> , Official Development Assistance	<b>UQAM</b> , Université du Québec à Montréal (Canada)
<b>CNRS</b> , Centre national de la recherche scientifique	<b>GIEC</b> , Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat	<b>ODI</b> , Overseas Development Institute (RU)	<b>USA</b> , United States of America
<b>COP</b> , Conference of the parties (conférence des parties)	<b>ICA</b> , International Congress of Americanists	<b>OECD</b> , Organisation for Economic Co-operation and Development	<b>UTLS</b> , Université de tous les savoirs
	<b>IEA</b> , International Energy Agency	<b>OIF</b> , Organisation internationale de la Francophonie	<b>WIPO</b> , World Intellectual Property Organization
	<b>IEP</b> , Institut d'études politiques		<b>WTO</b> , World Trade Organization
	<b>IEPF</b> , Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie		<b>WWE</b> , World Wildlife Fund
	<b>IFA</b> , Institut français des administrateurs		
	<b>IFB</b> , Institut français de la biodiversité		
	<b>Ifpri</b> , International Food Policy Research Institute (États-Unis)		
	<b>IGC</b> , Comité intergouvernemental de la propriété		





**Institut du développement durable et des relations internationales**

6, rue du Général Clergerie – 75116 Paris – France

Tél. : 01 53 70 22 35 – [iddri@iddri.org](mailto:iddri@iddri.org)

[www.iddri.org](http://www.iddri.org)

